

## CONSEIL MUNICIPAL

### REUNION DU 21 NOVEMBRE 2016

#### PROCES-VERBAL

L'an deux mille seize, lundi vingt-et-un novembre le Conseil Municipal de cette commune s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. BREJEON, Maire.

#### Présents :

M. Dominique BRÉJEON, Maire.  
Mme Agnès TINCÓN, M. Thierry TASTARD, Mme Isabelle BAILLEUL - NITHART,  
M. Jean-Luc MARTIN, M. Daniel VICENTE, M. Johan CHARRUAU, Mme Chrystel BERTRON, Adjoint  
Mme Martine LAURENDEAU, M. Jean-Noël JUBEAU, M. Thierry DE ROQUEFEUIL,  
M. Patrice BARBAULT, Mme Anita LE MEUR, Mme Marie-Laure GABARD, Mme Nathalie TRINEAU,  
M. Stéphane LEFEBVRE, M. Nicolas CHILDEBRAND, Mme Isabelle RAIMBAULT,  
Mme Nathalie HERSANT, M. Laurent DANIEL, M. Didier DOHIN, Mme Christine HUU,  
M. Laurent TESSIER, Conseillers

#### Absents excusés :

Mme Laurence BOUREAU a donné pouvoir à Mme Martine LAURENDEAU,  
Mme Céline MURAIL a donné pouvoir à Mme Nathalie TRINEAU,  
M. Ivain BIGNONET a donné pouvoir à Mme Isabelle BAILLEUL - NITHART,  
Mme Tiphaine MENOT a donné pouvoir à Mme Marie-Laure GABARD,  
Mme Dominique DUMAS a donné pouvoir à Mme Isabelle RAIMBAULT,  
M. Jacques PIERRE DIT LEMARQUAND a donné pouvoir à Mme Christine HUU.

#### Absents :

Secrétaire de séance : M. Daniel VICENTE

\*\*\*\*\*

Monsieur le Maire ouvre la séance publique à 20 heures 00.

Il annonce les membres absents ayant donné pouvoir, et constatant le quorum atteint, déclare la séance ouverte.

M. Daniel VICENTE est désigné secrétaire de séance.

#### **Approbation du procès-verbal de la séance du 17 octobre 2016**

**M. Le Maire** demande s'il y a des observations concernant le procès verbal de la dernière séance.

Aucune observation n'ayant été relevée, le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

**I - PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT – POLITIQUE D'EQUILIBRE TERRITORIAL – PROPOSITION D'ORIENTATIONS EN MATIERE D'OCCUPATION DU PARC DE LOGEMENTS ET D'OBJECTIFS D'ATTRIBUTION – AVIS DE LA COMMUNE**  
(Rapporteur : M. BRÉJEON)

M. BREJEON expose :

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article R441-2,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Je vous propose :

- De donner un avis favorable sur la proposition en matière de tendance souhaitée pour l'occupation de l'ensemble du parc à l'horizon 2030, pour une durée de 5 ans et d'émettre des réserves à partir de la 6<sup>ème</sup> année quant à l'impact généré par cette mesure sur la commune. La commune sollicite d'une part un réexamen des objectifs avant l'échéance des 5 ans et d'autre part la mise en place de moyens de contrôle afin que l'engagement des communes soit suivi d'effet (mise en place d'un rapport annuel).  
En effet, la commune s'interroge sur le fait que ces objectifs au-delà de 5 ans ne tiennent compte que du parc locatif public existant. De ce fait, le calcul pénalise les communes disposant d'un parc de logements sociaux important. La commune considère que l'équité en terme de répartition, comme souligné dans les objectifs, aurait dû intégrer des critères permettant une répartition plus homogène sur la communauté urbaine en fonction du nombre d'habitants et non du nombre de logements sociaux existant.
- de donner un avis favorable sur la proposition en matière d'objectifs d'attribution des logements locatifs sociaux publics relative aux deux publics cibles précités.

M. LE MAIRE présente un diaporama :



# Angers Loire Métropole

Elaboration partagée des stratégies  
d'équilibre de peuplement et des outils

*Tendre vers un meilleur équilibre socio-  
territorial au sein d'Angers Loire  
Métropole à horizon 15 ans*

# Une démarche pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions législatives

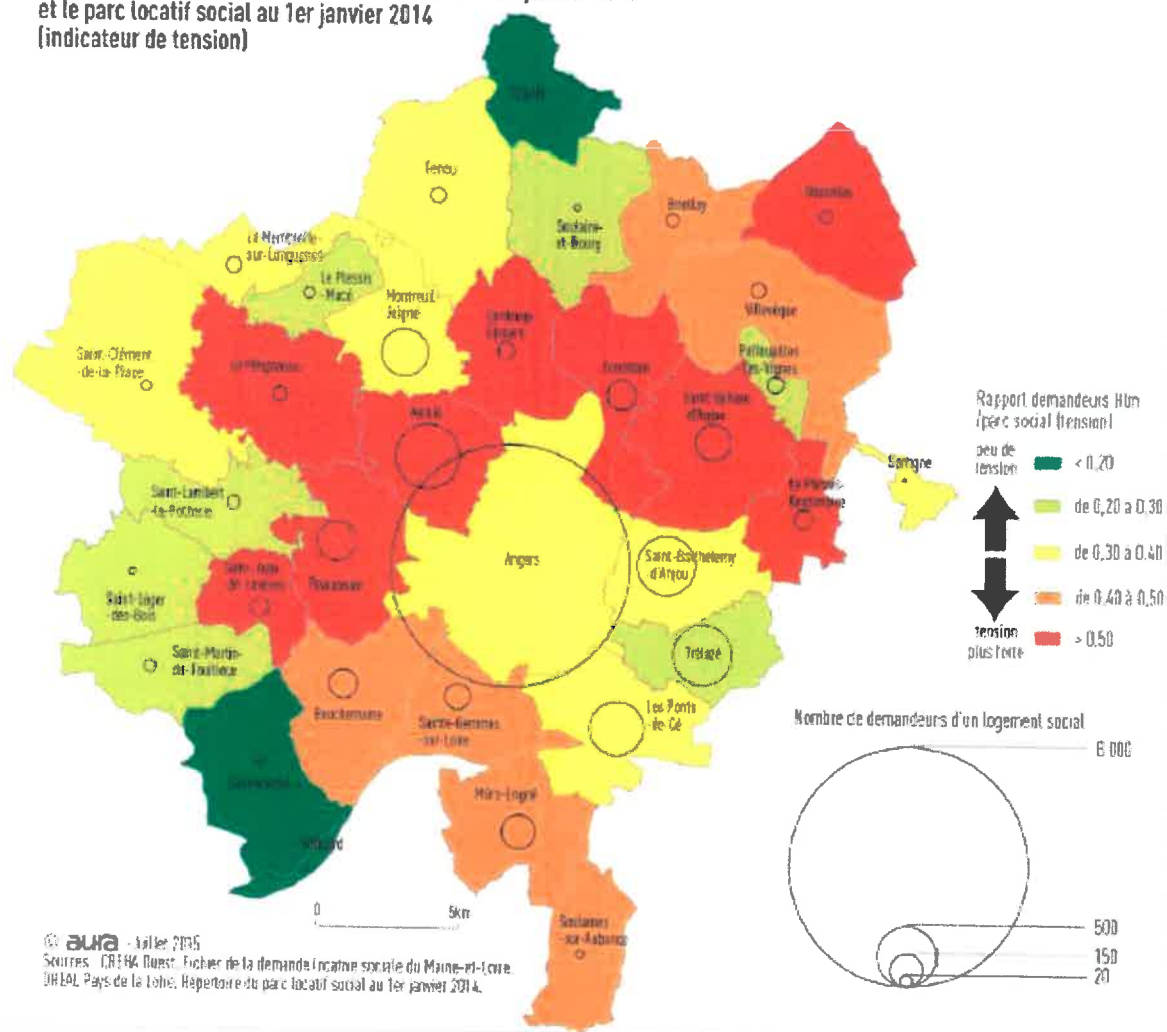
2

- Loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (24 mars 2014)
  - *Article L. 441-1-5 du CCH : Conférence Intercommunale du Logement*
- Loi de Programmation pour la Ville et la Cohésion Urbaine (Loi Lamy, 21 février 2014)
  - *Article 8 : élaboration d'une convention d'équilibre territorial*
- *Projet de loi Egalité et Citoyenneté*

# Mais aussi et surtout pour mieux répondre aux besoins en logements des communes et sur toutes les communes

3

Rapport entre le nombre de demandeurs HLM au 1er janvier 2015 et le parc locatif social au 1er janvier 2014 (indicateur de tension)



Mais aussi pour assurer le renouvellement et une diversité de profils d'habitants dans les différentes communes du territoire

# La philosophie de la démarche

4

Tendre vers un meilleur équilibre socio-territorial  
= une condition de l'attractivité du territoire, de la pérennité et  
durabilité de son développement

« **Seuils planchers** » : « viser une présence minimale de tous les profils de  
ménages dans chaque territoire à horizon 15 ans »

Diversifier les profils de population accueillis  
dans les différents secteurs de  
l'agglomération / mieux répondre à la  
diversité des besoins

Limiter la spécialisation socio-  
territoriale

# Les deux conditions nécessaires pour agir sur ces équilibres socio-territoriaux

5

Définition de tendances d'occupation à viser dans l'ensemble du parc de logements et d'objectifs d'attribution dans le parc locatif social à horizon 15 ans volontaristes et réalistes avec trois étapes de mise en œuvre

***Choix politique***

Mobilisation de l'ensemble des leviers

***Travail technique = « chantiers » en cours et à engager***

# Un ensemble de leviers d'actions à mobiliser – des « chantiers » en cours

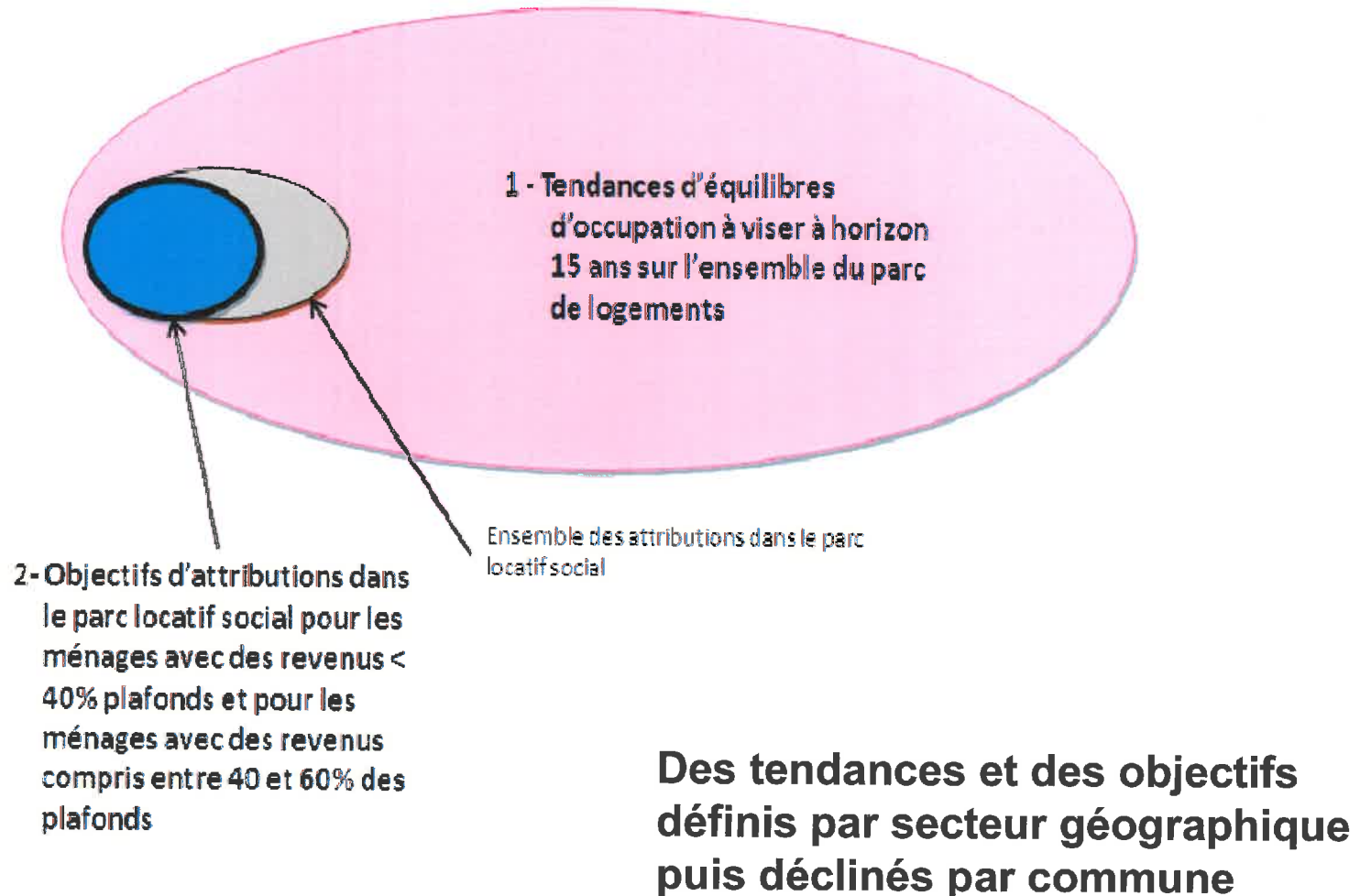
6





# Deux grands registres de tendances et d'objectifs à viser

7



# 1. Proposition de tendances d'équilibres d'occupation à horizon 15 ans sur l'ensemble du parc de logements




8

- **Des tendances portant sur l'ensemble du parc de logements, tous statuts d'occupation confondus (propriétaires occupants, locataires du parc privé, locataires du parc social)**

**⇒ Prise en compte de l'ensemble de la « fonction sociale » assumée aujourd'hui par chacune des communes**

- Une définition des tendances à viser qui s'appuie sur la seule base de données exhaustive sur l'occupation de l'ensemble du parc de logements = FILOCOM (données fournies tous les 2 ans par la Direction Générale des Impôts)
  - Dernière année disponible : 2013

1. Proposition de  
tendances  
d'équilibres  
d'occupation à viser  
à horizon 15 ans  
(2030)  
sur l'ensemble du  
parc de logements  
de chaque commune

|   |                          |
|---|--------------------------|
|  | Tendance à la hausse     |
|  | Tendance à la stabilité  |
|  | Tendance à la diminution |

|                              | Nombre de ménages Filocom 2013 | Ménages avec des revenus inférieurs à 60% des plafonds HLM |                                   | Ménages avec revenus compris entre 60 et 100% des plafonds HLM |                                   | Ménages avec revenus supérieurs à 100% des plafonds |                                   |   |
|------------------------------|--------------------------------|--|-----------------------------------|--|-----------------------------------|---|-----------------------------------|---|
|                              |                                | % actuel   | Tendance à viser à horizon 15 ans | % actuel   | Tendance à viser à horizon 15 ans | % actuel  | Tendance à viser à horizon 15 ans |   |
| <b>Angers</b>                | 64 221                         | 33%  | ↘                                 | 29%  | →                                 | 38%   | ↗                                 |   |
| 5 communes                   | Avrillé                        | 5 709  | 18%                               | ↗  | 25%                               | ↗   | 57%                               | ↘ |
|                              | Montreuil-Juigné               | 2927   | 22%                               | ↗  | 32%                               | ↘   | 46%                               | ↘ |
|                              | Les Ponts-de-Cé                | 5145   | 23%                               | ↗  | 31%                               | →   | 46%                               | ↘ |
|                              | Saint-Barthélemy-d'Anjou       | 3957   | 23%                               | ↗  | 32%                               | ↘   | 45%                               | → |
|                              | Trélazé                        | 5391   | 29%                               | ↘  | 35%                               | ↘   | 36%                               | ↗ |
| <b>Total 5 communes</b>      | <b>23 129</b>                  | <b>23%</b>   | <b>↗</b>                          | <b>31%</b>   | <b>→</b>                          | <b>46%</b>  | <b>↘</b>                          |   |
| 6 communes                   | Beaucouzé                      | 1917   | 14%                               | ↗  | 25%                               | ↗   | 61%                               | ↘ |
|                              | Bouchemaine                    | 2569   | 10%                               | ↗  | 22%                               | ↗   | 67%                               | ↘ |
|                              | Ecouflant                      | 1544   | 15%                               | ↗  | 33%                               | ↘   | 53%                               | ↘ |
|                              | Mûrs-Erigné                    | 2366   | 20%                               | ↗  | 30%                               | →   | 50%                               | ↘ |
|                              | Sainte-Gemmes-sur-Loire        | 1520   | 18%                               | ↗  | 26%                               | ↗   | 56%                               | ↘ |
|                              | Saint-Sylvain-d'Anjou          | 1782   | 18%                               | ↗  | 30%                               | →   | 52%                               | ↘ |
| <b>Total 6 communes</b>      | <b>11698</b>                   | <b>16%</b>   | <b>↗</b>                          | <b>27%</b>   | <b>↗</b>                          | <b>57%</b>  | <b>↘</b>                          |   |
| Autres communes d'ALM        | Béhuard                        | 54   | 21%                               | →  | 33%                               | ↘   | 46%                               | ↗ |
|                              | Briollay                       | 1114   | 15%                               | ↗  | 29%                               | →   | 56%                               | ↘ |
|                              | Cantenay-Epinard               | 817  | 13%                               | ↗  | 30%                               | ↘   | 57%                               | ↘ |
|                              | Ecillé                         | 216  | 17%                               | ↗  | 29%                               | →   | 54%                               | ↘ |
|                              | Feneu                          | 809  | 21%                               | →  | 34%                               | ↘   | 45%                               | ↗ |
|                              | La Meignanne                   | 866  | 18%                               | ↗  | 27%                               | →   | 55%                               | ↘ |
|                              | La Membrolle-sur-Longuenée     | 737  | 19%                               | ↗  | 40%                               | ↘   | 41%                               | ↗ |
|                              | Pellouailles-les-Vignes        | 915  | 15%                               | ↗  | 38%                               | ↘   | 47%                               | ↗ |
|                              | Le Plessis-Grammoire           | 863  | 16%                               | ↗  | 28%                               | →   | 56%                               | ↘ |
|                              | Le Plessis-Macé                | 456  | 19%                               | ↗  | 37%                               | ↘   | 44%                               | ↗ |
|                              | Saint-Clément-de-la-Place      | 768  | 18%                               | ↗  | 38%                               | ↘   | 44%                               | ↗ |
|                              | Saint-Jean-de-Linières         | 615  | 11%                               | ↗  | 28%                               | →   | 61%                               | ↘ |
|                              | Saint-Lambert-la-Potherie      | 911  | 12%                               | ↗  | 26%                               | ↗   | 62%                               | ↘ |
|                              | Saint-Léger-des-Bois           | 555  | 12%                               | ↗  | 27%                               | →   | 61%                               | ↘ |
|                              | Saint-Martin-du-Fouilloux      | 632  | 13%                               | ↗  | 33%                               | ↘   | 54%                               | ↘ |
|                              | Sarrigné                       | 298  | 7%                                | ↗  | 29%                               | →   | 64%                               | ↘ |
|                              | Savennières                    | 543  | 18%                               | ↗  | 33%                               | ↘   | 49%                               | ↗ |
|                              | Soucelles                      | 969  | 13%                               | ↗  | 34%                               | ↘   | 53%                               | ↘ |
|                              | Soulaines-sur-Aubance          | 480  | 12%                               | ↗  | 29%                               | →   | 59%                               | ↘ |
|                              | Soulaire-et-Bourg              | 535  | 16%                               | ↗  | 30%                               | ↘   | 54%                               | ↘ |
| Villevêque                   | 1097                           | 19%  | ↗                                 | 30%  | ↘                                 | 51%   | →                                 |   |
| <b>Autres communes d'ALM</b> | <b>14250</b>                   | <b>16%</b>   | <b>↗</b>                          | <b>31%</b>   | <b>↘</b>                          | <b>53%</b>  | <b>↘</b>                          |   |

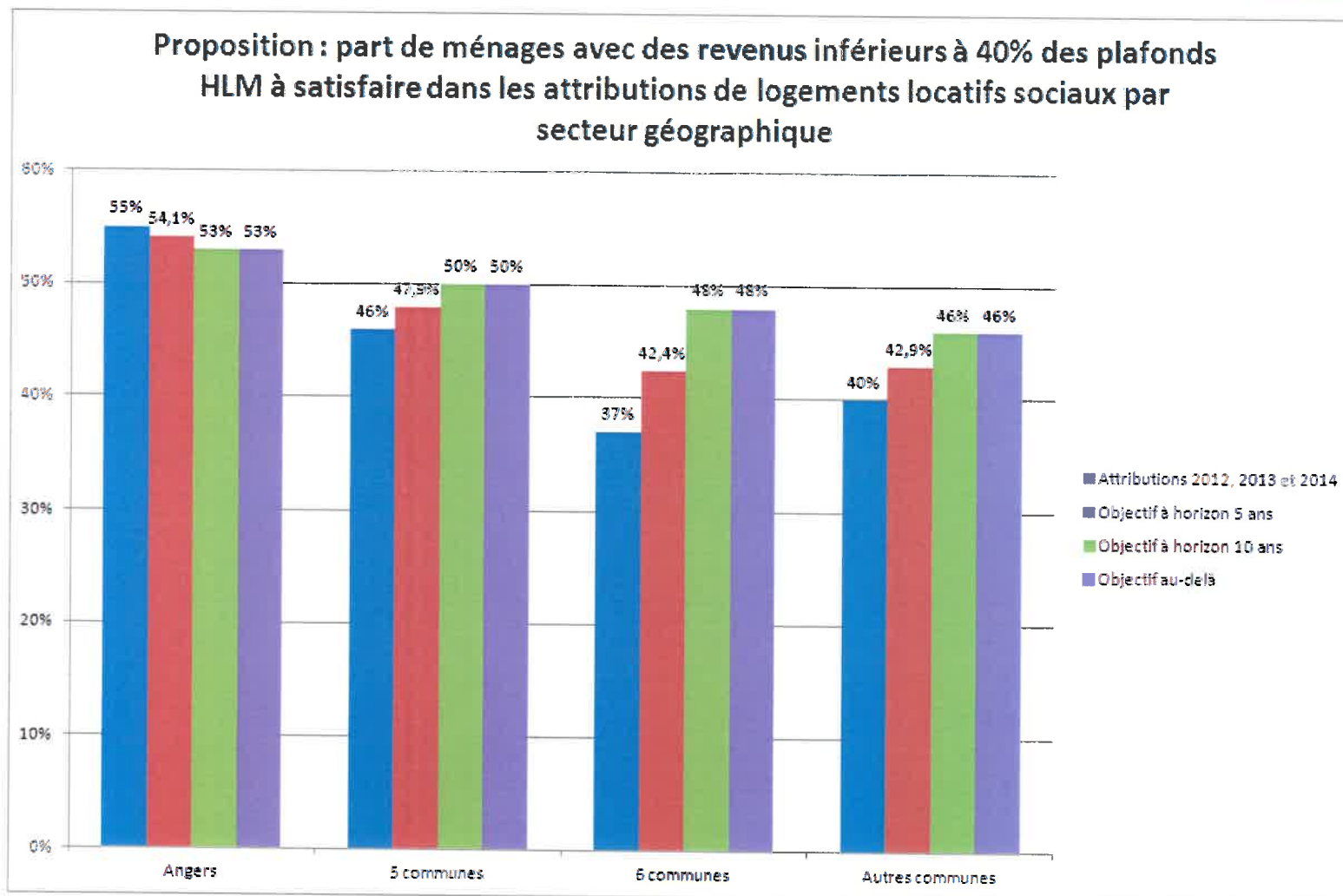
## 2. Proposition d'objectifs concernant les **ATTRIBUTIONS** dans le parc locatif social (HLM)

10

- **Des objectifs portant sur deux profils de ménages :**
  - **Ménages avec des revenus inférieurs à 40% des plafonds HLM.**
  - **Ménages avec des revenus compris entre 40 et 60% des plafonds HLM.**
- Une proposition d'objectifs avec plusieurs étapes : 5 ans, 10 ans, au-delà.
  - Pour la 1<sup>ère</sup> période de 5 ans, proposition de pondérer l'objectif de chaque commune en fonction de l'écart entre son taux de LLS et celui du secteur (pour que les communes dotées d'un parc locatif social développé ne soit pas pénalisées en valeur absolue)
- Une proposition qui tient compte de l'armature urbaine du territoire (accès aux offres de services, à la mobilité...) et de la structure du parc locatif social.

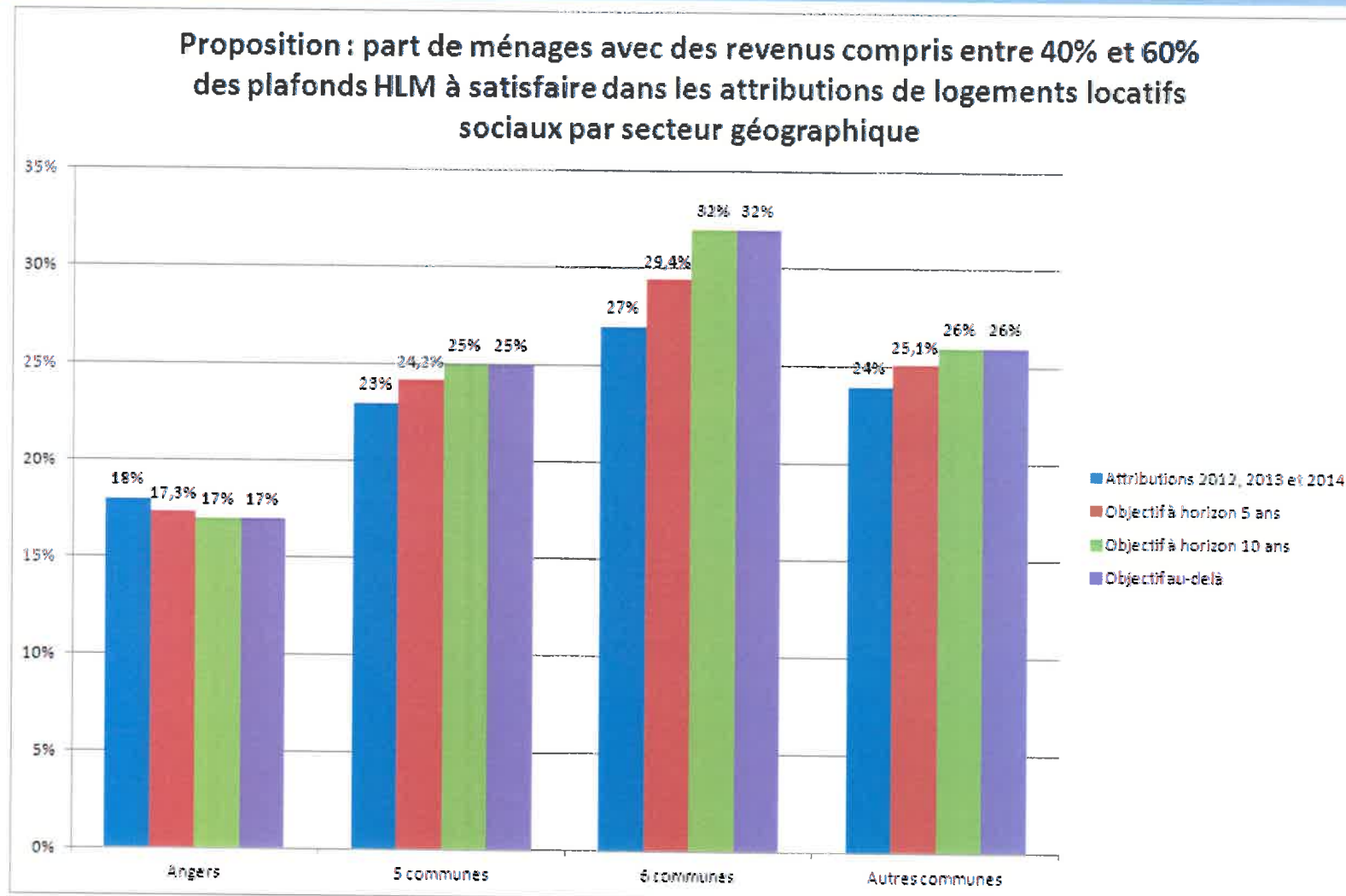
## 2. Proposition d'objectifs concernant les attributions dans le parc locatif social par secteur géographique : ménages avec des revenus inférieurs à 40% des plafonds HLM

11



## 2. Proposition d'objectifs concernant les attributions dans le parc locatif social par secteur géographique : ménages avec des revenus compris entre 40 et 60% des plafonds HLM

12



# Parc HLM : Proposition d'objectifs d'attribution par commune

Pour la 1<sup>ère</sup> période de 5 ans, proposition de pondérer l'objectif de chaque commune en fonction de l'écart entre son taux de LLS et celui du secteur

|                                |                            | Proposition d'objectifs concernant le % de ménages avec des revenus inférieurs à 40% des plafonds HLM à satisfaire dans les attributions de logements locatifs sociaux |   |  |   | Proposition d'objectifs concernant le % de ménages avec des revenus compris entre 40 et 60% des plafonds à satisfaire dans les attributions |  |  |   |
|--------------------------------|----------------------------|--|---|--|---|---|--|--|---|
|                                |                            | Poids de ces ménages dans les attributions entre 2012 et 2014  | Objectif à atteindre à horizon 5 ans avec pondération | Objectif à atteindre à horizon 10 ans = un objectif commun à toutes les communes | Objectif au-delà des 10 ans = maintien des équilibres | Poids de ces ménages dans les attributions entre 2012 et 2014   | Objectif à atteindre à horizon 5 ans pondéré | Objectif à atteindre à horizon 10 ans = un objectif commun à toutes les communes | Objectif au-delà des 10 ans = maintien des équilibres |
| <b>Angers</b>                  |                            | 55%  | 54,0%   | 53%  | 53%   | 18%   | 17,3%  | 17%  | 17%   |
| 5 communes                     | Avrillé                    | 49%  | 54,9%   | 50%  | 50%   | 23%   | 27,7%  | 25%  | 25%   |
|                                | Montreuil-Juigné           | 38%  | 47,2%   | 50%  | 50%   | 23%   | 23,8%  | 25%  | 25%   |
|                                | Les Ponts-de-Cé            | 44%  | 52,1%   | 50%  | 50%   | 23%   | 26,3%  | 25%  | 25%   |
|                                | Saint-Barthélemy-d'Anjou   | 42%  | 42,8%   | 50%  | 50%   | 24%   | 21,6%  | 25%  | 25%   |
|                                | Trélazé                    | 50%  | 44,3%   | 50%  | 50%   | 22%   | 22,4%  | 25%  | 25%   |
| <b>Total 5 communes</b>        |                            | <b>46%</b>   | <b>47,9%</b>  | <b>50%</b>   | <b>50%</b>  | <b>23%</b>  | <b>24,2%</b>                                 | <b>25%</b>   | <b>25%</b>  |
| 6 communes                     | Beaucouzé                  | 35%  | 41,8%   | 48%  | 48%   | 30%   | 29,1%  | 32%  | 32%   |
|                                | Bouchemaine                | 35%  | 44,0%   | 48%  | 48%   | 25%   | 30,4%  | 32%  | 32%   |
|                                | Ecouflant                  | 35%  | 41,9%   | 48%  | 48%   | 25%   | 29,1%  | 32%  | 32%   |
|                                | Mûrs-Erigné                | 44%  | 42,5%   | 48%  | 48%   | 26%   | 29,4%  | 32%  | 32%   |
|                                | Sainte-Gemmes-sur-Loire    | 42%  | 42,9%   | 48%  | 48%   | 22%   | 29,6%  | 32%  | 32%   |
|                                | Saint-Sylvain-d'Anjou      | 32%  | 41,0%   | 48%  | 48%   | 28%   | 28,5%  | 32%  | 32%   |
| <b>Total 6 communes</b>        |                            | <b>37%</b>   | <b>42,4%</b>  | <b>48%</b>   | <b>48%</b>  | <b>27%</b>  | <b>29,4%</b>                                 | <b>32%</b>   | <b>32%</b>  |
| Autres communes                | Béhuard                    | ND   | 42,9%   | 46%  | 46%   | ND  | 25,1%  | 26%  | 26%   |
|                                | Briollay                   | 71%  | 44,7%   | 46%  | 46%   | 7%  | 26,1%  | 26%  | 26%   |
|                                | Cantenay-Epinard           | 44%  | 43,4%   | 46%  | 46%   | 22%   | 25,4%  | 26%  | 26%   |
|                                | Ecuillé                    | ND   | 42,9%   | 46%  | 46%   | ND  | 25,1%  | 26%  | 26%   |
|                                | Feneu                      | 38%  | 42,4%   | 46%  | 46%   | 22%   | 24,8%  | 26%  | 26%   |
|                                | La Meignanne               | 33%  | 44,0%   | 46%  | 46%   | 20%   | 25,7%  | 26%  | 26%   |
|                                | La Membrolle-sur-Longuenée | 23%  | 41,1%   | 46%  | 46%   | 33%   | 24,1%  | 26%  | 26%   |
|                                | Pellouailles-les-Vignes    | 35%  | 37,7%   | 46%  | 46%   | 28%   | 22,1%  | 26%  | 26%   |
|                                | Le Plessis-Grammoire       | 43%  | 42,0%   | 46%  | 46%   | 22%   | 24,5%  | 26%  | 26%   |
|                                | Le Plessis-Macé            | 45%  | 38,1%   | 46%  | 46%   | 31%   | 22,3%  | 26%  | 26%   |
|                                | Saint-Clément-de-la-Place  | 45%  | 43,8%   | 46%  | 46%   | 17%   | 25,6%  | 26%  | 26%   |
|                                | Saint-Jean-de-Linières     | 43%  | 44,3%   | 46%  | 46%   | 17%   | 25,9%  | 26%  | 26%   |
|                                | Saint-Lambert-la-Potherie  | 43%  | 43,3%   | 46%  | 46%   | 19%   | 25,3%  | 26%  | 26%   |
|                                | Saint-Léger-des-Bois       | 38%  | 43,8%   | 46%  | 46%   | 30%   | 25,6%  | 26%  | 26%   |
|                                | Saint-Martin-du-Fouilloux  | 34%  | 40,7%   | 46%  | 46%   | 27%   | 23,8%  | 26%  | 26%   |
|                                | Sarrigné                   | ND   | 42,9%   | 46%  | 46%   | ND  | 25,1%  | 26%  | 26%   |
|                                | Savennières                | 43%  | 42,4%   | 46%  | 46%   | 19%   | 24,8%  | 26%  | 26%   |
|                                | Soucelles                  | 42%  | 44,0%   | 46%  | 46%   | 29%   | 25,8%  | 26%  | 26%   |
|                                | Soulaines-sur-Aubance      | 28%  | 44,2%   | 46%  | 46%   | 38%   | 25,9%  | 26%  | 26%   |
| Soulaire-et-Bourg              | 25%                        | 44,0%  | 46%   | 46%  | 8%  | 25,7%   | 26%  | 26%  |   |
| Villevêque                     | 60%                        | 44,0%  | 46%   | 46%  | 14%   | 25,7%   | 26%  | 26%  |   |
| <b>Total "Autres communes"</b> |                            | <b>40%</b>   | <b>42,9%</b>  | <b>46%</b>   | <b>46%</b>  | <b>24%</b>  | <b>25,1%</b>                                 | <b>26%</b>   | <b>26%</b>  |

**Envoi aux communes de la note et du support de présentation ajustés**



**Délibération si possible de l'ensemble des Conseils Municipaux en octobre ou au plus tard avant le 24 novembre**



**Présentation des objectifs en cours de validation par les communes lors du Bureau de la Conférence Intercommunale du Logement (« Comité de Suivi ») le 4 novembre**



**Présentation des objectifs en séance plénière de la Conférence Intercommunale du Logement le 24 novembre**



# Annexes

# Les plafonds d'éligibilité au logement locatif social au 1<sup>er</sup> janvier 2016

16

|   | PLUS                             |   | PLA-I                            |   |
|---|----------------------------------|---|----------------------------------|---|
|   | Plafonds de ressources annuelles | Traduction du plafonds de ressources par mois | Plafonds de ressources annuelles | Traduction du plafonds de ressources par mois |
| Ménage d'1 personne   | 20 111 €                         | 1 676 €                                       | 11 060 €                         | 922 €   |
| Ménage de 2 personnes sauf jeune ménage   | 26 856 €                         | 2 238 €                                       | 16 115 €                         | 1 343 €                                       |
| Ménage de 3 personnes ou 1 personne + 1 personne charge ou couple de jeune ménage | 32 297 €                         | 2 691 €                                       | 19 378 €                         | 1 615 €                                       |
| Ménage de 4 personnes ou 1 personne + 2 personnes à charge                        | 38 990 €                         | 3 249 €                                       | 21 562 €                         | 1 797 €                                       |
| Ménage de 5 personnes ou 1 personne + 3 personnes à charge                        | 45 867 €                         | 3 822 €                                       | 25 228 €                         | 2 102 €                                       |
| Ménage de 6 personnes ou 1 personne + 4 personnes à charge                        | 51 692 €                         | 4 308 €                                       | 28 431 €                         | 2 369 €                                       |
| Par personne supplémentaire   | 5 766 €                          | 481 €   | 3 171 €                          | 264 €   |

*Revenus pris en compte = revenu fiscal de référence à N-2*

# Illustration de la diversité des profils de ménages avec des revenus inférieurs à 60% des plafonds HLM

17

## Ménages avec des revenus inférieurs à 60% des plafonds HLM : une diversité de profils de ménages

|  |  |   |  |   |
|--|--|---|--|---|
| 1 personne seule avec moins de 922 € de revenus par mois | Couple avec moins de 1 343 € de revenus par mois | Ménage jeune (1 ou 2 personnes) en début de parcours résidentiel professionnel et résidentiel avec moins de 1 615 € de revenus / mois | Famille de 4 personnes (couples + 2 enfants) avec moins de 1 797 € de revenus / mois | Famille monoparentale (1 adulte et 2 enfants) avec moins de 1 797 € de revenus par mois |
|--|--|---|--|---|

# Illustration de la diversité des profils de ménages avec des revenus inférieurs à 40% des plafonds HLM

18

## Ménages avec des revenus inférieurs à 40 % des plafonds HLM : une diversité de profils de ménages

|  |                                   |  |  |   |
|--|-----------------------------------|--|--|---|
| 1 personne seule avec moins de 670 € de revenus par mois<br>(par exemple, actif ayant un emploi à temps partiel, senior avec une faible pension de retraite) | Couple avec moins de 900 € / mois | Ménage jeune (1 ou 2 personnes) en début de parcours résidentiel professionnel et résidentiel avec moins de 1 076 € de revenus / mois (peu ou pas de revenus en N-2) | Famille de 4 personnes (couples + 2 enfants) avec moins de 1 300 € de revenus / mois | Famille monoparentale (1 adulte et 2 enfants) avec moins de 1 300 € de revenus par mois |
|--|-----------------------------------|--|--|---|

**Mme Isabelle RAIMBAULT** fait la déclaration suivante au nom du groupe SBRE 2014 :

« Depuis longtemps, Saint-Barthélemy-d'Anjou a une politique sociale réussie qui a permis d'avoir un parc de logements sociaux important, bien plus important que ce que la loi impose. La mixité sociale fonctionne et nous en sommes contents et fiers, cette mixité réussie est l'une des valeurs de notre commune.

Une autre réflexion peut s'ouvrir. La communauté urbaine propose une démarche pour avoir plus d'équité au niveau des communes d'ALM en matière de logements sociaux. Les objectifs de redistribution et de mixité sont louables à nos yeux et nous sommes favorables à cette démarche.

Nous sommes d'accord pour être solidaires, permettre à certains quartiers de certaines villes de se rééquilibrer. Nous pensons que nous pouvons montrer l'exemple et faire en sorte que les autres communes croient en cette mixité réussie, et nous vous rejoignons sur le fait que les autres communes doivent être également solidaires. Nous devons faire l'essai et évaluer les résultats pour permettre des ajustements nécessaires dans un sens ou un autre. En effet cette politique d'équilibre territorial aura forcément des impacts positifs et peut être négatifs dont personne ne peut à ce jour en mesurer les effets.

Cet essai ne peut se faire que en prenant en compte certaines questions et remarques

- nous savons que finalement la mixité « imposée » n'est pas toujours celle souhaitée par les demandeurs de logement sociaux, comment accompagner les demandeurs dans cette démarche ?

- Pourquoi sur une tranche baisser à 21% pour remonter à 25% quelques années après ?

- Il faudrait s'assurer constamment de la neutralité de la commission d'attribution,

- Attention de ne pas stigmatiser les populations à faible revenu qui ne sont pas systématiquement une population à risque. Les bas revenus ne sont pas un facteur de délinquance. Ne laissons pas cette idée germer.

- des logements sociaux semblent être vides sur notre commune, il serait bon d'en connaître la raison exacte, de voir comment remédier à cette situation qui nous semble aberrante, et pourquoi pas en profiter pour réfléchir à l'accueil de populations migrantes.

C'est pourquoi votre proposition de voter la délibération proposée par ALM en y ajoutant des nuances nous semble adéquate.

Nous nous permettrons même d'y ajouter une proposition :

Vous demandez la mise en place de moyens de contrôle afin que l'engagement des communes soit suivi d'effet. Nous pensons qu'un rapport annuel faisant état du nouveau pourcentage de chaque commune notamment (ainsi que tout autre élément chiffrable) permettrait une meilleure lisibilité de cette politique ».

Lors du Conseil privé, M. Stéphane LEFEBVRE avait proposé la possibilité de récompenser les communes vertueuses dans ce domaine. Cette idée nous semble très intéressante.

#### **M. LE MAIRE**

Concernant l'accompagnement des attributions, certaines communes comme la nôtre avec le village Pierre Rabhi ou Trélazé ont déjà une démarche existante. Cela doit-il être vu par la communauté urbaine, c'est un autre point. Il faut soit laisser aux communes la liberté d'attribuer les logements ou soit laisser Angers Loire Métropole le faire. Il faudrait solliciter très souvent ce comité de pilotage et avoir des états réguliers des chiffres. Je n'ai pas évoqué dans le projet de délibération une éventuelle récompense.

#### **M. Stéphane LEFEBVRE**

Ce point est déjà indiqué dans les documents remis par Angers Loire Métropole.

#### **M. LE MAIRE**

Je me chargerai de le rappeler à Angers Loire Métropole. Le sujet des migrants est un autre thème qui à mon sens ne s'insère pas dans la politique de peuplement. Concernant les logements vides, il faut s'interroger sur les raisons particulières. Un point est fait annuellement avec les bailleurs. Podeliha est concernée mais cela reste à la marge. Je vous ferai parvenir le rapport annuel.

#### **M. Jean-Luc MARTIN**

Nous disposons d'un état des lieux de ces logements vides. Il existe un volant de logements vides et c'est tout à fait acceptable au vu du nombre. La prochaine délibération est une mesure d'accompagnement qui sera validée à mi-parcours, dans 3 ans.

**Mme Christine HUU**

Dans notre commune, il existe un parc important, diversifié, mixte et il est bon de le rappeler et notamment à Angers Loire Métropole. Nous émettons un avis favorable à cette proposition, nous demandons néanmoins un outil de contrôle, même si ce terme n'est pas approprié. Nous souhaitons que toutes les communes se sentent concernées.

**M. LE MAIRE**

Dans la rédaction de la délibération, nous avons soulevé ce point. Nous souhaitons qu'un contrôle soit effectué, « La commune sollicite d'une part un réexamen des objectifs avant l'échéance des 5 ans et d'autre part la mise en place de moyens de contrôle afin que l'engagement des communes soit suivi d'effet ». La formulation vous convient-elle ?

**Mme Isabelle RAIMBAULT**

Je propose que l'on mentionne la communication d'un rapport annuel.

**M. LE MAIRE**

Je valide cette formulation.

**M. Johan CHARRUAU**

Concernant les calculs, une pondération est appliquée ce qui fait diminuer le taux de la commune, c'est purement mathématique. Pour Avrillé, il s'agit de la même procédure, ils auront un taux de 54% puis redescendront à 50%.

« Avec mon collègue Daniel Vicente nous réagissons à cette délibération ce soir car après de nombreux échanges avec ALM qui nous a fourni des informations supplémentaires mais pas toujours exploitables, nous sommes confrontés à un résultat qui ne correspond pas à nos attentes.

Cette volonté de rééquilibrage territorial des populations les plus défavorisées est un objectif politique louable et auquel nous adhérons totalement.

Cependant, nous trouvons que la méthode proposée pour le rééquilibrage n'est pas équitable. Elle se base sur des pourcentages et ne tient pas compte (hormis sur les 5 premières années) des efforts faits par Saint-Barthélemy-d'Anjou, et notamment par son maire Jean Gilles qui a eu une politique volontariste en disséminant dans l'ensemble de la commune les logements sociaux, permettant ainsi à toutes les couches sociales de cohabiter. Cette politique a fait que notre commune dispose aujourd'hui du taux de logement sociaux le plus important du département au regard de sa population et cela sans difficulté particulière, ce choix est historique et complètement assumé.

La seule variable d'ajustement dont disposent les communes pour mettre en œuvre cette politique est l'attribution des logements sociaux, de fait les communes ayant le parc le plus important seront mécaniquement les plus sollicitées.

Pour corriger cette anomalie nous avons interpellé ALM qui a introduit une pondération sur 5 ans. Mais Il n'y a aucune raison objective de limiter dans le temps cette pondération tant que les pourcentages de logement sociaux seront différents entre les communes. On voit bien sur la carte que l'ouest de l'agglomération a un besoin impérieux de logements de cette catégorie.

Nous avons conscience que cette délibération essaie de retranscrire cela, mais nous sommes plus que sceptiques sur la capacité d'ALM à entendre nos remarques. Dans ces conditions, nous nous abstenons sur cette délibération ».

**M. LE MAIRE**

La remarque de l'originalité de notre commune est notée.

**M. Daniel VICENTE**

Ce qui pourrait être proposé à la Communauté Urbaine c'est un calcul se basant sur la répartition des catégories sur le nombre d'habitants par commune. Les résultats seraient alors équitables. Ce résultat montrerait que certaines communes ne peuvent pas y arriver sans construire de logements sociaux.

**M. LE MAIRE**

Votre remarque a été intégrée à la délibération. Nous reverrons le contenu lors de l'intégration de Loire Authion.

Après avoir délibéré, le Conseil adopte par 27 voix pour et 2 abstentions M. VICENTE, M. CHARRUAU.

**II - PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT - PROJET DE PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE LOCATIVE SOCIALE ET D'INFORMATION DES DEMANDEURS (PPG) D'ANGERS LOIRE METROPOLE - AVIS DE LA COMMUNE**  
(Rapporteur : M. MARTIN)

M. MARTIN expose :

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article R441-2,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Je vous propose de :

- Donner un avis favorable sur le projet de plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs,
- De conserver sur notre territoire un lieu d'enregistrement et de gestion de la demande de logement social et de le labelliser « SIAD » à partir de janvier 2017.

**M. Jean-Luc MARTIN**

Cette délibération est en cohérence avec la précédente puisque c'est un des outils d'accompagnement. Pour gérer la politique de peuplement nous avons besoin d'avoir des moyens de contrôle et ce PPG est un outil appréciable. Des textes législatifs existent, la loi de programmation pour la ville et la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR et convergent vers un objectif de réformer les politiques d'attribution des logements sociaux pour davantage d'efficacité, d'équité et de transparence dans la prise en compte du traitement des demandes de logements sociaux. L'article 97 de cette loi comporte des mesures relatives à la simplification administrative de l'enregistrement de la demande à l'information des demandeurs, au pilotage et à la mise en œuvre opérationnelle de la gestion de la demande et de l'information des demandeurs de logements sociaux. La Communauté urbaine doit donc être dotée d'un programme local de l'habitat (PLH) et doit élaborer un plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs de logements sociaux pour une durée de 6 ans avec une évaluation au bout de 3 ans.

Ce plan porte sur différents points, l'organisation de la gestion partagée des demandes de logement social et la configuration d'un service d'accueil et d'information des demandeurs.

ALM a engagé une procédure d'élaboration de ce plan depuis septembre 2015 et a approuvé le 10 octobre 2016 son projet de plan partenarial qui aujourd'hui est soumis à l'avis des communes.

Ce plan présente 4 points : la configuration des services d'accueil et d'information des demandeurs avec des lieux d'accueil simples et des lieux d'enregistrement labellisés appelés SIAD. Les SIAD doivent répondre à des critères précis pour apporter les meilleures garanties aux demandeurs.

Le plan présente les informations à délivrer au public et aux demandeurs.

Le plan prévoit également l'organisation partagée des demandes de logement social. Il existe déjà un fichier départemental. Une nouvelle application plus performante et comportant le territoire d'ALM est prévue.

Le plan prévoit également l'organisation collective du traitement des demandes des ménages en difficulté.

Actuellement l'accueil au village Pierre Rabhi existe et sans consultation au préalable, le service d'accueil social a été retenu, ce qui est une bonne chose. Les critères de labellisation sont remplis dans notre service comme l'adhésion aux modalités de fonctionnement du fichier départemental de la demande HLM, la capacité de proposer aux demandeurs de logements sociaux des conditions d'accueil qui assurent la confidentialité, des plages d'accueil quotidiennes soit physiques soit téléphoniques, un agent du CCAS peut proposer un entretien personnalisé pour la recherche de l'adéquation entre l'offre et la demande, la délivrance sur les conditions d'attribution des logements sur le territoire avec le cas échéant l'orientation vers les dispositifs d'aide aux logements. Nous pouvons apporter un conseil aux demandeurs pour la constitution du dossier en leur présentant les caractéristiques du patrimoine pour leur permettre de préciser ou d'élargir leur demande. Après l'enregistrement de la demande il y aura désormais un récépissé unique valable pour la totalité d'ALM.

L'enjeu de ce plan partenarial est d'optimiser la gestion locative du parc de logements sociaux à l'échelle de la Communauté urbaine avec plus de transparence par rapport aux demandeurs, davantage d'efficacité et d'équité.

Nous disposons de 1522 logements sociaux, d'un service social performant impliqué dans le réseau du logement social. Ce plan partenarial est plus une opportunité qu'une contrainte dans le sens où il permettra de valoriser le service social par un travail en réseau et une harmonisation des pratiques.

**Mme Nathalie HERSANT**

Vous venez de répondre à certaines de nos interrogations par rapport à nos capacités de réponse aux missions évoquées. Vous avez évoqué une nouvelle application informatique, qui va payer, une formation sera-t-elle prévue pour l'agent concerné ? Sommes-nous assurés que cette labellisation ne va pas avoir comme conséquence d'une surcharge de travail pour le personnel concerné ? Si oui, comment allez-vous répondre à cette surcharge de travail ?

**M. Jean-Luc MARTIN**

L'agent a les capacités et l'expérience nécessaires. Il sera effectivement formé et il est prévu qu'il y ait une réunion du réseau des référents SIAD une fois par an. Nous attendons les retours pour quantifier ce travail.

**Mme Isabelle RAIMBAULT**

Nous ne doutons pas des capacités de l'agent nous voulons qu'il y ait une vigilance particulière sur la surcharge de travail quasi occasionnée par cette labellisation. Les réseaux supposent des réunions supplémentaires. Quel est le coût financier de l'application pour la collectivité ?

**M. Jean-Luc MARTIN**

Je ne peux pas vous donner la réponse concernant le coût de l'application. La labellisation n'existe pas officiellement encore mais nous travaillons de cette manière.

**M. LE MAIRE**

Le Directeur du village Pierre Rabhi saura nous interpellier en cas de surcharge de travail.

**Mme Christine HUU**

Combien de SIAD sont prévus sur ALM ?

**M. Jean-Luc MARTIN**

Je l'ignore. Nous allons nous renseigner. Le réseau va s'appuyer sur ce qui existe déjà et pour certaines communes cela se traduira par une montée en puissance. Nous sommes déjà organisés de cette façon.

Après avoir délibéré, le Conseil adopte à l'unanimité.

**III - COMPOSITION DE LA COMMISSION EXTRA MUNICIPALE CIMETIERE**

(Rapporteur : M. BRÉJEON)

M. BREJEON expose :

Vu la délibération 14-139 en date du 20 octobre 2014 portant création et désignant les membres de la Commission extra-municipale Cimetière,

Considérant les changements intervenus au sein du Conseil Municipal,

Je vous propose de modifier comme suit les membres de la Commission :



| <b>COMMISSION EXTRA-MUNICIPALE CIMETIERE</b> |   |  |
|--|---|--|
| <b>Les membres élus</b>                      | <b>Les membres issus de la société civile</b> | <b>Les membres issus des services municipaux</b> |
| M. Dominique BREJEON                         | Mme Evelyne BILLAUD                           | Mme Cathy BOURDAIS                               |
| M. Thierry TASTARD                           | M. Henri PEYRARD                              | Mme Thérèse CLAIN                                |
| Mme Martine LAURENDEAU                       | Mme Danièle SIETTE                            | Mme Sylvie PORTET                                |
| Mme Nathalie HERSANT                         | Mme Nicole GASTINEAU                          | M. Félix PINSON                                  |
|  |   | M. Gilles FOURNIER                               |
|  |   | M. Bénilde SAULAI                                |

**M. Didier DOHIN**

Je regrette que cette commission ne se réunisse pas plus souvent. Nous avons eu deux réunions depuis le début du mandat or il y a matière à travailler sur le sujet.

**M. LE MAIRE**

S'il y a une nécessité on réunira davantage cette commission.

Après avoir délibéré, le Conseil adopte à l'unanimité.

**IV - MODIFICATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNE AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ETABLISSEMENT REGIONAL D'ENSEIGNEMENT ADAPTE (EREA) LES TERRES ROUGES**

(Rapporteur : M. BRÉJEON)

M. BREJEON expose :

Vu le décret n°2014-1236 du 24/10/2014 modifiant la composition du conseil d'administration de l'EREA LES TERRES ROUGES, en attribuant un seul siège à la commune (1 titulaire + 1 suppléant),

Je vous propose de désigner les représentants suivants :

| <b>TITULAIRE</b>    | <b>SUPPLEANT</b>  |
|---------------------|-------------------|
| M. Jean-Noël JUBEAU | Mme Christine HUU |

Après avoir délibéré, le Conseil adopte à l'unanimité.

**V - ADHESION A LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES GROUPEMENTS DE DEFENSE CONTRE LES ORGANISMES NUISIBLES 49 (FDGDON 49)**

(Rapporteur : M. BRÉJEON)

Considérant que les organismes nuisibles (ex. : frelons asiatiques, ambroisie, capricornes asiatiques, chenilles processionnaires...) créent des risques au niveau de la santé publique et vis-à-vis de la biodiversité,

Considérant que la FDGDON 49 est chargée de la surveillance et de la gestion des organismes nuisibles dans le respect des bonnes pratiques phytosanitaires,

Aussi, je vous propose d'adhérer à la FDGDON 49.

Le montant annuel de la cotisation est de 750 € pour 2016.

**M. LE MAIRE**

Cette année nous avons dû intervenir 19 fois pour enlever des nids de frelons.

**Mme Isabelle RAIMBAULT**

Il me semble qu'ALM adhère à la FDGDON. Pourquoi adhérer si ALM adhère pour nous ?  
Nous avons même eu une présentation de leurs interventions dont 3 sur la commune.

**M. LE MAIRE** sollicite une intervention de séance pour vérifier ce point auprès de Mme Florence GERNAIS, Directrice Générale des Services.

ALM n'adhère pas à la FDGDON mais a un partenariat avec eux. ALM participe financièrement lorsque les particuliers font intervenir la FDGDON. Ce sont les communes qui doivent adhérer et non ALM. Chaque commune a un ou des référents qui sont chargés de surveiller ce qui se passe et interpeller si besoin la FDGDON. Ces renseignements ont été donnés par le Directeur du service déchets d'ALM.

**Mme Isabelle RAIMBAULT**

Le montant est de 750 € par an, il reste peu de temps avant la fin de l'année, je m'interroge donc sur cette adhésion. On ne remet pas en cause la santé publique mais nous voulons être vigilants sur ces adhésions. Il y en a eu quelques-unes depuis le début du mandat. Nous voulons nous assurer de la nécessité d'adhérer.

**M. LE MAIRE**

Il y a eu des adhésions de régularisations, c'est pour cela que le nombre vous semble important.

**M. Stéphane LEFEBVRE**

La FDGDON nous a donné beaucoup de conseils alors que nous n'étions pas adhérents. La Fédération a revu le montant de cette adhésion qui était beaucoup plus élevé. Elle intervient pour les frelons, les ragondins et pourra intervenir pour la gestion différenciée des espaces verts.

Après avoir délibéré, le Conseil adopte par 24 voix pour et 5 abstentions Mme RAIMBAULT, Mme HERSANT, M. DANIEL, Mme DUMAS, M. DOHIN.

**VI - REMUNERATION DES PERSONNELS ENSEIGNANTS ASSURANT LES ETUDES SURVEILLEES**

(Rapporteur : Mme TINCHON)

Dans le cadre de l'organisation des activités périscolaires, les collectivités territoriales peuvent verser aux personnels enseignants des écoles certaines rémunérations, au titre des travaux qu'ils effectuent pour le compte de celles-ci.

Ces travaux sont, en principe, exécutés accessoirement à leur activité principale d'enseignement en qualité d'agents de l'Etat.

Ainsi, la ville de Saint-Barthélemy-d'Anjou verse des indemnités aux enseignants qui effectuent des surveillances d'études. Ces indemnités sont versées mensuellement sur la base des taux fixés par le décret n°66-787 du 14 octobre 1966 qui font l'objet d'une révision périodique, la dernière datant du décret n°2016-670 du 25 mai 2016.

Aussi, je vous propose d'approuver les modalités de versement des indemnités aux professeurs des écoles assurant ces missions périscolaires comme suit :

| <b>Personnels enseignants éducation nationale</b>  | <b>Taux horaires (en vigueur au 01/07/2016)</b> |
|--|---|
| Instituteurs exerçants ou non les fonctions de directeur d'école élémentaire                             | 19,56 €   |
| Professeur des écoles de classe normale exerçant ou non les fonctions de directeur d'école élémentaire   | 21,99 €   |
| Professeur des écoles hors classe normale exerçant ou non les fonctions de directeur d'école élémentaire | 24,43 €   |

Ces taux peuvent être révisés en fonction de la réglementation en vigueur et/ou de la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires.

**Mme Agnès TINCHON**

Je tiens à présenter mes excuses auprès des membres de la Commission EES car cette délibération n'a pas été vue. C'est une délibération technique imposée par la revalorisation du point d'indice. Le mode de fonctionnement des études est inchangé ; trois soirs sur quatre et ce sont des enseignants volontaires qui assurent cette fonction.

Après avoir délibéré, le Conseil adopte à l'unanimité.

**VII - AUTORISATION DONNEE A M. LE MAIRE DE VENDRE UNE PARCELLE SISE 25 RUE DES HERAUDIERES A FONCIER 49 - MODIFICATION DE LA DELIBERATION 16-070 EN DATE DU 27 JUIN 2016**  
(Rapporteur : M. TASTARD)

M. TASTARD expose :

Considérant l'avis de la commission Aménagement du Territoire en date du 05 avril 2016,

Considérant l'avis n° 2016-267 V 0736 de la brigade d'évaluation des domaines en date du 24 mai 2016,

Considérant que la commune souhaite vendre un terrain bâti d'environ 1 324 m<sup>2</sup>, issu des parcelles ZI 340, ZI 501, ZI 504, ZI 505(p) et ZI 597, situées en zone UC au POS, au prix de 200 000 €, afin d'y construire 5 logements individuels,

Considérant qu'il convient de modifier la délibération 16-070 en date du 27 juin 2016 concernant le périmètre,

Je vous propose donc d'autoriser M. le Maire à vendre ces parcelles à la SARL FONCIER 49 au prix de 200 000 € HT, afin d'y construire 5 logements individuels.

Le prix sera ajusté à la marge en fonction du document d'arpentage qui précisera les surfaces exactes, à prendre en compte si la surface varie de plus de 3% par rapport aux 1 324 m<sup>2</sup> estimés, le prix du mètre carré sera alors de 151,50 € HT.

Le paiement du prix sera payable à terme et au plus tard devra intervenir avant le 31 janvier 2017. Les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur.

Je vous propose donc d'autoriser M. le Maire à signer tous les actes afférents destinés à conclure cette vente.

**M. Thierry TASTARD**

Lors de la signature de l'acte, nous nous sommes aperçus qu'un transformateur EDF de 4 m<sup>2</sup> était située sur deux parcelles, une division des parcelles est alors nécessaire. Il s'agit de la parcelle 502. FONCIER 49 a alors sollicité la commune pour conserver le mur attenant à cette parcelle. La moitié de ce mur leur est donc vendue. C'est une délibération technique pour prendre en compte ces modifications.

**M. Didier DOHIN**

Ce point n'a pas été évoqué en Commission ADT, je suppose qu'il y avait urgence pour que ce ne soit pas évoqué en commission. .

**M. Thierry TASTARD**

Le contenu de la délibération ne change qu'à la marge et il y avait urgence.

Après avoir délibéré, le Conseil adopte à l'unanimité.

**VIII - EXERCICE 2016 - BUDGET PRINCIPAL - AJUSTEMENTS BUDGETAIRES VALANT  
DECISION MODIFICATIVE N°1**  
(Rapporteur : M. CHARRUAU)

M. CHARRUAU expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Budget Primitif adopté le 29 février 2016,

Je vous propose d'approuver l'ajustement budgétaire valant décision modificative n°1 du budget Principal de l'exercice 2016 ainsi qu'il suit :

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Cptes  | Fonct. |   | Dépenses  | Recettes |
|-------|--------|--------|---|-----------|----------|
| 011-R | 606121 | 212    | Electricité                                       | 250 €     |          |
| 011-R | 606121 | 311    | Electricité                                       | 400 €     |          |
| 011-R | 606121 | 312    | Electricité                                       | 1 050 €   |          |
| 011-R | 606121 | 321    | Electricité                                       | 1 000 €   |          |
| 011-R | 606121 | 412    | Electricité                                       | 800 €     |          |
| 011-R | 606121 | 422    | Electricité                                       | 700 €     |          |
| 011-R | 606121 | 411    | Electricité                                       | - 800 €   |          |
| 011-R | 606121 | 816    | Electricité                                       | - 3 000 € |          |
| 011-R | 606121 | 523    | Electricité                                       | - 400 €   |          |
| 011-R | 606122 | 211    | Gaz   | 4 000 €   |          |
| 011-R | 606122 | 212    | Gaz   | 3 000 €   |          |
| 011-R | 606122 | 411    | Gaz   | 1 000 €   |          |
| 011-R | 606122 | 422    | Gaz   | 1 000 €   |          |
| 011-R | 606122 | 40     | Gaz   | - 1 000 € |          |
| 011-R | 606122 | 412    | Gaz   | - 1 000 € |          |
| 011-R | 606122 | 413    | Gaz   | - 7 000 € |          |
| 011-R | 606122 | 321    | Gaz   | 6 000 €   |          |
| 011-R | 60622  | 822    | Carburants  | 1 600 €   |          |
| 011-R | 60622  | 823    | Carburants  | - 1 600 € |          |
| 011-R | 606232 | 422    | Alimentation - Jeunesse et sports                 | 2 000 €   |          |
| 011-R | 606235 | 422    | Alimentation - Education et Enfance               | - 2 000 € |          |
| 011-R | 60628  | 211    | Fournitures non stockées                          | 1 300 €   |          |
| 011-R | 60628  | 212    | Fournitures non stockées                          | 1 200 €   |          |
| 011-R | 606315 | 211    | Fournitures entretien - Education et Enfance      | 2 500 €   |          |
| 011-R | 606315 | 212    | Fournitures entretien - Education et Enfance      | 2 800 €   |          |
| 011-R | 606315 | 020    | Fournitures entretien - Education et Enfance      | - 1 800 € |          |
| 011-R | 606315 | 251    | Fournitures entretien - Education et Enfance      | - 2 500 € |          |
| 011-R | 606315 | 411    | Fournitures entretien - Education et Enfance      | - 1 000 € |          |
| 011-R | 606320 | 020    | Fournitures Pt équipement - Atelier/Espaces verts | 400 €     |          |
| 011-R | 606320 | 024    | Fournitures Pt équipement - Atelier/Espaces verts | 4 100 €   |          |
| 011-R | 606320 | 12     | Fournitures Pt équipement - Atelier/Espaces verts | 300 €     |          |
| 011-R | 606320 | 20     | Fournitures Pt équipement - Atelier/Espaces verts | 400 €     |          |
| 011-R | 606320 | 413    | Fournitures Pt équipement - Atelier/Espaces verts | 200 €     |          |
| 011-R | 606320 | 412    | Fournitures Pt équipement - Atelier/Espaces verts | - 900 €   |          |
| 011-R | 606320 | 414    | Fournitures Pt équipement - Atelier/Espaces verts | - 400 €   |          |
| 011-R | 606320 | 823    | Fournitures Pt équipement - Atelier/Espaces verts | - 4 100 € |          |
| 011-R | 606321 | 020    | Fournitures Pt équipement - Voirie                | 9 000 €   |          |
| 011-R | 606321 | 026    | Fournitures Pt équipement - Voirie                | 30 €      |          |
| 011-R | 606321 | 12     | Fournitures Pt équipement - Voirie                | 500 €     |          |
| 011-R | 606321 | 20     | Fournitures Pt équipement - Voirie                | 500 €     |          |
| 011-R | 606321 | 211    | Fournitures Pt équipement - Voirie                | 1 300 €   |          |
| 011-R | 606321 | 213    | Fournitures Pt équipement - Voirie                | 200 €     |          |
| 011-R | 606321 | 24     | Fournitures Pt équipement - Voirie                | 40 €      |          |
| 011-R | 606321 | 313    | Fournitures Pt équipement - Voirie                | 1 400 €   |          |
| 011-R | 606321 | 321    | Fournitures Pt équipement - Voirie                | 1 400 €   |          |
| 011-R | 606321 | 411    | Fournitures Pt équipement - Voirie                | 3 000 €   |          |
| 011-R | 606321 | 413    | Fournitures Pt équipement - Voirie                | 1 880 €   |          |
| 011-R | 606321 | 822    | Fournitures Pt équipement - Voirie                | 250 €     |          |
| 011-R | 606321 | 311    | Fournitures Pt équipement - Voirie                | - 3 000 € |          |
| 011-R | 606321 | 414    | Fournitures Pt équipement - Voirie                | - 1 800 € |          |
| 011-R | 606321 | 422    | Fournitures Pt équipement - Voirie                | - 3 400 € |          |
| 011-R | 606321 | 71     | Fournitures Pt équipement - Voirie                | - 1 000 € |          |
| 011-R | 606321 | 64     | Fournitures Pt équipement - Voirie                | - 1 300 € |          |

| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> |              |               |   |                 |                 |
|----------------------------------|--------------|---------------|---|-----------------|-----------------|
| <b>Chap.</b>                     | <b>Cptes</b> | <b>Fonct.</b> |   | <b>Dépenses</b> | <b>Recettes</b> |
| 011-R                            | 606322       | 024           | Fournitures Pt équipement - Jeunesse et sports    | 150 €           |                 |
| 011-R                            | 606322       | 213           | Fournitures Pt équipement - Jeunesse et sports    | 50 €            |                 |
| 011-R                            | 606322       | 414           | Fournitures Pt équipement - Jeunesse et sports    | 60 €            |                 |
| 011-R                            | 606322       | 421           | Fournitures Pt équipement - Jeunesse et sports    | 490 €           |                 |
| 011-R                            | 606322       | 412           | Fournitures Pt équipement - Jeunesse et sports    | - 200 €         |                 |
| 011-R                            | 606322       | 422           | Fournitures Pt équipement - Jeunesse et sports    | - 1 000 €       |                 |
| 011-R                            | 606325       | 020           | Fournitures Pt équipement - Education et enfance  | 1 000 €         |                 |
| 011-R                            | 606325       | 213           | Fournitures Pt équipement - Education et enfance  | 300 €           |                 |
| 011-R                            | 606325       | 422           | Fournitures Pt équipement - Education et enfance  | 100 €           |                 |
| 011-R                            | 606325       | 211           | Fournitures Pt équipement - Education et enfance  | - 300 €         |                 |
| 011-R                            | 606325       | 321           | Fournitures Pt équipement - Education et enfance  | - 500 €         |                 |
| 011-R                            | 606325       | 522           | Fournitures Pt équipement - Education et enfance  | - 600 €         |                 |
| 011-R                            | 606327       | 020           | Fournitures Pt équipements - Informatique         | - 1 100 €       |                 |
| 011-R                            | 606329       | 020           | Fournitures Pt équipements - Garage               | 700 €           |                 |
| 011-R                            | 606329       | 813           | Fournitures Pt équipements - Garage               | 500 €           |                 |
| 011-R                            | 606329       | 822           | Fournitures Pt équipements - Garage               | 1 300 €         |                 |
| 011-R                            | 606329       | 823           | Fournitures Pt équipements - Garage               | 1 500 €         |                 |
| 011-R                            | 606329       | 112           | Fournitures Pt équipements - Garage               | - 2 000 €       |                 |
| 011-R                            | 60633        | 813           | Fournitures voirie                                | 5 000 €         |                 |
| 011-R                            | 606361       | 020           | Vêtements de travail - Services techniques        | 4 610 €         |                 |
| 011-R                            | 606361       | 822           | Vêtements de travail - Services techniques        | - 500 €         |                 |
| 011-R                            | 606361       | 823           | Vêtements de travail - Services techniques        | - 1 610 €       |                 |
| 011-R                            | 606365       | 212           | Vêtements de travail - Education / Enfance        | 3 000 €         |                 |
| 011-R                            | 606365       | 020           | Vêtements de travail - Education / Enfance        | - 3 000 €       |                 |
| 011-R                            | 60651        | 321           | Achats livres                                     | 984 €           |                 |
| 011-R                            | 60652        | 321           | Achats CD   | 267 €           |                 |
| 011-R                            | 60653        | 321           | Achats DVD  | 353 €           |                 |
| 011-R                            | 6067         | 213           | Fournitures scolaires                             | 600 €           |                 |
| 011-R                            | 6067         | 211           | Fournitures scolaires                             | - 300 €         |                 |
| 011-R                            | 6067         | 212           | Fournitures scolaires                             | - 300 €         |                 |
| 011-R                            | 6068         | 823           | Autres matières et fournitures                    | 20 000 €        |                 |
| 011-R                            | 6111         | 020           | Prestations de services - Technique               | 10 100 €        |                 |
| 011-R                            | 6111         | 110           | Prestations de services - Technique               | 50 €            |                 |
| 011-R                            | 6111         | 113           | Prestations de services - Technique               | 2 500 €         |                 |
| 011-R                            | 6111         | 411           | Prestations de services - Technique               | - 20 750 €      |                 |
| 011-R                            | 6111         | 421           | Prestations de services - Technique               | 6 400 €         |                 |
| 011-R                            | 6111         | 422           | Prestations de services - Technique               | 1 300 €         |                 |
| 011-R                            | 6111         | 64            | Prestations de services - Technique               | 300 €           |                 |
| 011-R                            | 6111         | 71            | Prestations de services - Technique               | 1 400 €         |                 |
| 011-R                            | 6111         | 813           | Prestations de services - Technique               | 1 000 €         |                 |
| 011-R                            | 6111         | 822           | Prestations de services - Technique               | 2 300 €         |                 |
| 011-R                            | 6111         | 823           | Prestations de services - Technique               | - 2 500 €       |                 |
| 011-R                            | 6111         | 212           | Prestations de services - Technique               | - 3 000 €       |                 |
| 011-R                            | 6111         | 413           | Prestations de services - Technique               | - 2 000 €       |                 |
| 011-R                            | 6111         | 414           | Prestations de services - Technique               | - 6 000 €       |                 |
| 011-R                            | 6112         | 212           | Prestations de services - Jeunesse et sports      | 1 000 €         |                 |
| 011-R                            | 6112         | 321           | Prestations de services - Jeunesse et sports      | 300 €           |                 |
| 011-R                            | 6112         | 413           | Prestations de services - Jeunesse et sports      | 1 000 €         |                 |
| 011-R                            | 6112         | 020           | Prestations de services - Jeunesse et sports      | - 1 300 €       |                 |
| 011-R                            | 6112         | 411           | Prestations de services - Jeunesse et sports      | - 1 000 €       |                 |
| 011-R                            | 6114         | 112           | Prestations de services - Administration générale | 20 €            |                 |
| 011-R                            | 6114         | 020           | Prestations de services - Administration générale | - 20 €          |                 |

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Cptes  | Fonct. |   | Dépenses   | Recettes |
|-------|--------|--------|---|------------|----------|
| 011-R | 6117   | 020    | Prestations de services - Informatique    | - 400 €    |          |
| 011-R | 6119   | 020    | Prestations de services - Divers          | - 600 €    |          |
| 011-R | 61350  | 823    | Locations mobilières - Espaces verts      | 3 200 €    |          |
| 011-R | 61352  | 421    | Locations mobilières - Jeunesse et sports | 7 000 €    |          |
| 011-R | 61354  | 020    | Locations mobilières - Admins. Gén.       | 600 €      |          |
| 011-R | 61357  | 020    | Locations mobilières - Informatique       | 1 100 €    |          |
| 011-R | 615210 | 823    | Entretien terrains                        | 7 000 €    |          |
| 011-R | 615210 | 412    | Entretien terrains                        | - 3 000 €  |          |
| 011-R | 615210 | 414    | Entretien terrains                        | - 3 200 €  |          |
| 011-R | 615221 | 313    | Entretiens et réparations bâtiments       | 100 €      |          |
| 011-R | 615221 | 40     | Entretiens et réparations bâtiments       | 150 €      |          |
| 011-R | 615221 | 412    | Entretiens et réparations bâtiments       | 6 000 €    |          |
| 011-R | 615221 | 413    | Entretiens et réparations bâtiments       | 12 500 €   |          |
| 011-R | 615221 | 414    | Entretiens et réparations bâtiments       | 1 600 €    |          |
| 011-R | 615221 | 422    | Entretiens et réparations bâtiments       | 4 500 €    |          |
| 011-R | 615221 | 71     | Entretiens et réparations bâtiments       | 200 €      |          |
| 011-R | 615221 | 816    | Entretiens et réparations bâtiments       | 1 200 €    |          |
| 011-R | 615221 | 211    | Entretiens et réparations bâtiments       | - 2 200 €  |          |
| 011-R | 615221 | 312    | Entretiens et réparations bâtiments       | - 2 000 €  |          |
| 011-R | 615221 | 523    | Entretiens et réparations bâtiments       | - 800 €    |          |
| 011-R | 615221 | 64     | Entretiens et réparations bâtiments       | - 1 000 €  |          |
| 011-R | 615221 | 411    | Entretiens et réparations bâtiments       | - 8 250 €  |          |
| 011-R | 615221 | 90     | Entretiens et réparations bâtiments       | - 12 000 € |          |
| 011-R | 615231 | 020    | Entretiens et réparations voirie          | 1 100 €    |          |
| 011-R | 615231 | 421    | Entretiens et réparations voirie          | 3 000 €    |          |
| 011-R | 615231 | 822    | Entretiens et réparations voirie          | 1 000 €    |          |
| 011-R | 615231 | 823    | Entretiens et réparations voirie          | 1 000 €    |          |
| 011-R | 615231 | 812    | Entretiens et réparations voirie          | - 6 100 €  |          |
| 011-R | 615232 | 811    | Entretien et réparations réseaux          | 20 000 €   |          |
| 011-R | 615232 | 822    | Entretiens et réparations réseaux         | 1 000 €    |          |
| 011-R | 615232 | 816    | Entretiens et réparations réseaux         | - 1 000 €  |          |
| 011-R | 61551  | 020    | Entretien et réparations matériel roulant | 6 840 €    |          |
| 011-R | 61551  | 40     | Entretien matériel roulant                | 5 000 €    |          |
| 011-R | 61551  | 520    | Entretien matériel roulant                | 100 €      |          |
| 011-R | 61551  | 813    | Entretien matériel roulant                | - 5 100 €  |          |
| 011-R | 615581 | 414    | Entretien matériel - Voirie / Bâtiment    | 4 200 €    |          |
| 011-R | 615581 | 71     | Entretien matériel - Voirie / Bâtiment    | 5 000 €    |          |
| 011-R | 615581 | 411    | Entretien matériel - Voirie / Bâtiment    | - 900 €    |          |
| 011-R | 615581 | 413    | Entretien matériel - Voirie / Bâtiment    | - 10 300 € |          |
| 011-R | 615582 | 251    | Entretien matériel - Jeunesse et sports   | 500 €      |          |
| 011-R | 615582 | 413    | Entretien matériel - Jeunesse et sports   | - 1 600 €  |          |
| 011-R | 615585 | 211    | Entretien matériel - Education / Enfance  | 900 €      |          |
| 011-R | 615585 | 251    | Entretien matériel - Education / Enfance  | 1 600 €    |          |
| 011-R | 615585 | 411    | Entretien matériel - Education / Enfance  | 280 €      |          |
| 011-R | 615585 | 413    | Entretien matériel - Education / Enfance  | 1 300 €    |          |
| 011-R | 615585 | 422    | Entretien matériel - Education / Enfance  | 220 €      |          |
| 011-R | 615585 | 64     | Entretien matériel - Education / Enfance  | 100 €      |          |
| 011-R | 615585 | 212    | Entretien matériel - Education / Enfance  | - 500 €    |          |
| 011-R | 615585 | 213    | Entretien matériel - Education / Enfance  | - 1 000 €  |          |
| 011-R | 615585 | 255    | Entretien matériel - Education / Enfance  | - 500 €    |          |
| 011-R | 615587 | 020    | Entretien matériel - Informatique         | 400 €      |          |

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Cptes | Fonct. |                                     | Dépenses   | Recettes |
|-------|-------|--------|-------------------------------------|------------|----------|
| 011-R | 61561 | 113    | Maintenance technique               | 2 200 €    |          |
| 011-R | 61561 | 24     | Maintenance technique               | 500 €      |          |
| 011-R | 61561 | 64     | Maintenance technique               | 1 000 €    |          |
| 011-R | 61561 | 211    | Maintenance technique               | 300 €      |          |
| 011-R | 61561 | 212    | Maintenance technique               | 300 €      |          |
| 011-R | 61561 | 312    | Maintenance technique               | 400 €      |          |
| 011-R | 61561 | 823    | Maintenance technique               | - 200 €    |          |
| 011-R | 61567 | 110    | Maintenance informatique            | 800 €      |          |
| 011-R | 61567 | 020    | Maintenance informatique            | - 800 €    |          |
| 011-R | 6161  | 020    | Assurances multirisques             | - 21 000 € |          |
| 011-R | 6161  | 021    | Assurances multirisques             | - 100 €    |          |
| 011-R | 6161  | 026    | Assurances multirisques             | - 50 €     |          |
| 011-R | 6161  | 110    | Assurances multirisques             | - 50 €     |          |
| 011-R | 6161  | 112    | Assurances multirisques             | - 500 €    |          |
| 011-R | 6161  | 12     | Assurances multirisques             | - 50 €     |          |
| 011-R | 6161  | 211    | Assurances multirisques             | - 2 000 €  |          |
| 011-R | 6161  | 212    | Assurances multirisques             | - 4 000 €  |          |
| 011-R | 6161  | 30     | Assurances multirisques             | - 350 €    |          |
| 011-R | 6161  | 311    | Assurances multirisques             | - 250 €    |          |
| 011-R | 6161  | 312    | Assurances multirisques             | - 2 000 €  |          |
| 011-R | 6161  | 313    | Assurances multirisques             | - 1 000 €  |          |
| 011-R | 6161  | 321    | Assurances multirisques             | - 1 000 €  |          |
| 011-R | 6161  | 324    | Assurances multirisques             | - 400 €    |          |
| 011-R | 6161  | 40     | Assurances multirisques             | - 1 500 €  |          |
| 011-R | 6161  | 411    | Assurances multirisques             | - 8 000 €  |          |
| 011-R | 6161  | 412    | Assurances multirisques             | - 800 €    |          |
| 011-R | 6161  | 413    | Assurances multirisques             | - 1 500 €  |          |
| 011-R | 6161  | 414    | Assurances multirisques             | - 5 000 €  |          |
| 011-R | 6161  | 421    | Assurances multirisques             | - 50 €     |          |
| 011-R | 6161  | 422    | Assurances multirisques             | - 2 000 €  |          |
| 011-R | 6161  | 520    | Assurances multirisques             | - 1 000 €  |          |
| 011-R | 6161  | 523    | Assurances multirisques             | - 300 €    |          |
| 011-R | 6161  | 64     | Assurances multirisques             | - 1 000 €  |          |
| 011-R | 6161  | 71     | Assurances multirisques             | - 300 €    |          |
| 011-R | 6161  | 813    | Assurances multirisques             | - 800 €    |          |
| 011-R | 6161  | 822    | Assurances multirisques             | - 1 000 €  |          |
| 011-R | 6161  | 823    | Assurances multirisques             | - 1 000 €  |          |
| 011-R | 6161  | 90     | Assurances multirisques             | - 4 500 €  |          |
| 011-R | 6168  | 020    | Assurances diverses                 | 38 100 €   |          |
| 011-R | 6168  | 411    | Assurances diverses                 | 9 000 €    |          |
| 011-R | 6168  | 212    | Assurances diverses                 | 4 400 €    |          |
| 011-R | 6168  | 90     | Assurances diverses                 | 5 000 €    |          |
| 011-R | 6168  | 414    | Assurances diverses                 | 5 000 €    |          |
| 011-R | 6182  | 112    | Documentation générale et technique | 100 €      |          |
| 011-R | 6182  | 211    | Documentation générale et technique | 110 €      |          |
| 011-R | 6182  | 522    | Documentation générale et technique | 120 €      |          |
| 011-R | 6182  | 020    | Documentation générale et technique | - 330 €    |          |
| 011-R | 6184  | 422    | Versements organismes formation     | 1 300 €    |          |
| 011-R | 6184  | 413    | Versements organismes formation     | 1 500 €    |          |
| 011-R | 6184  | 112    | Versements organismes formation     | 1 500 €    |          |
| 011-R | 6184  | 211    | Versements organismes formation     | 300 €      |          |
| 011-R | 6184  | 251    | Versements organismes formation     | 300 €      |          |
| 011-R | 6184  | 40     | Versements organismes formation     | 400 €      |          |
| 011-R | 6184  | 020    | Versements organismes formation     | - 5 300 €  |          |



## SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Cptes | Fonct. |   | Dépenses   | Recettes |
|-------|-------|--------|---|------------|----------|
| 011-R | 6188  | 255    | Frais divers - Education / Enfance                | 32 866 €   |          |
| 011-R | 6227  | 020    | Frais d'actes et de contentieux                   | 8 700 €    |          |
| 011-R | 6231  | 023    | Annonces et insertions                            | 2 500 €    |          |
| 011-R | 6231  | 822    | Annonces et insertions                            | 400 €      |          |
| 011-R | 6231  | 020    | Annonces et insertions                            | 500 €      |          |
| 011-R | 62322 | 024    | Fêtes et cérémonies - Jeunesse / Sports           | 450 €      |          |
| 011-R | 62323 | 024    | Fêtes et cérémonies - Culture                     | 1 100 €    |          |
| 011-R | 62324 | 020    | Fêtes et cérémonies - Adminis. Gén.               | 110 €      |          |
| 011-R | 62324 | 024    | Fêtes et cérémonies - Adminis. Gén.               | - 110 €    |          |
| 011-R | 6236  | 112    | Imprimés  | 10 €       |          |
| 011-R | 6236  | 823    | Imprimés  | 110 €      |          |
| 011-R | 6236  | 022    | Imprimés  | - 120 €    |          |
| 011-R | 62382 | 413    | Divers - Jeunesse / Sports (activités)            | 600 €      |          |
| 011-R | 62382 | 422    | Divers - Jeunesse / Sports (activités)            | - 600 €    |          |
| 011-R | 62385 | 211    | Divers - Education / Enfance                      | - 300 €    |          |
| 011-R | 62385 | 212    | Divers - Education / Enfance                      | - 1 000 €  |          |
| 011-R | 62385 | 255    | Divers - Education / Enfance                      | - 32 866 € |          |
| 011-R | 62475 | 255    | Transports collectifs - Education / Enfance       | 2 000 €    |          |
| 011-R | 62475 | 213    | Transports collectifs - Education / Enfance       | - 2 000 €  |          |
| 011-R | 6281  | 021    | Cotisations, concours divers                      | 6 700 €    |          |
| 011-R | 6281  | 40     | Cotisations, concours divers                      | 40 €       |          |
| 011-R | 6281  | 211    | Cotisations, concours divers                      | - 6 740 €  |          |
| 011-R | 63512 | 64     | Taxes foncières                                   | 1 400 €    |          |
| 011-R | 63512 | 71     | Taxes foncières                                   | 1 100 €    |          |
| 011-R | 63512 | 90     | Taxes foncières                                   | - 2 500 €  |          |
| 011-R | 6355  | 112    | Taxes sur les véhicules                           | 300 €      |          |
| 012-R | 6216  | 020    | Personnel affecté par Groupement Fiscalité Propre | 8 000 €    |          |
| 012-R | 6218  | 020    | Autre personnel extérieur                         | - 6 000 €  |          |
| 012-R | 6218  | 413    | Autre personnel extérieur                         | - 2 000 €  |          |
| 012-R | 6331  | 822    | Versement transport                               | 1 100 €    |          |
| 012-R | 6331  | 40     | Versement transport                               | - 1 100 €  |          |
| 012-R | 6332  | 021    | Cotisations FNAL                                  | 95 €       |          |
| 012-R | 6332  | 40     | Cotisations FNAL                                  | - 545 €    |          |
| 012-R | 6332  | 022    | Cotisations FNAL                                  | 275 €      |          |
| 012-R | 6332  | 020    | Cotisations FNAL                                  | - 475 €    |          |
| 012-R | 6332  | 023    | Cotisations FNAL                                  | 190 €      |          |
| 012-R | 6332  | 024    | Cotisations FNAL                                  | 90 €       |          |
| 012-R | 6332  | 251    | Cotisations FNAL                                  | - 90 €     |          |
| 012-R | 6332  | 026    | Cotisations FNAL                                  | 15 €       |          |
| 012-R | 6332  | 312    | Cotisations FNAL                                  | - 15 €     |          |
| 012-R | 6332  | 112    | Cotisations FNAL                                  | 385 €      |          |
| 012-R | 6332  | 414    | Cotisations FNAL                                  | - 50 €     |          |
| 012-R | 6332  | 412    | Cotisations FNAL                                  | - 50 €     |          |
| 012-R | 6332  | 211    | Cotisations FNAL                                  | 740 €      |          |
| 012-R | 6332  | 313    | Cotisations FNAL                                  | 175 €      |          |
| 012-R | 6336  | 822    | Cotisations CNFPT et centre gestion               | 620 €      |          |
| 012-R | 6336  | 40     | Cotisations CNFPT et centre gestion               | - 620 €    |          |
| 012-R | 6338  | 411    | Taxes sur rémunérations                           | 135 €      |          |
| 012-R | 6338  | 822    | Taxes sur rémunérations                           | 150 €      |          |
| 012-R | 6338  | 40     | Taxes sur rémunérations                           | - 135 €    |          |
| 012-R | 6338  | 813    | Taxes sur rémunérations                           | - 150 €    |          |

| SECTION DE FONCTIONNEMENT |       |        |                              |            |          |
|---------------------------|-------|--------|------------------------------|------------|----------|
| Chap.                     | Cptes | Fonct. |                              | Dépenses   | Recettes |
| 012-R                     | 64111 | 023    | Rémunération principale      | 6 470 €    |          |
| 012-R                     | 64111 | 822    | Rémunération principale      | 45 000 €   |          |
| 012-R                     | 64111 | 40     | Rémunération principale      | - 98 810 € |          |
| 012-R                     | 64111 | 020    | Rémunération principale      | 105 000 €  |          |
| 012-R                     | 64111 | 022    | Rémunération principale      | 3 000 €    |          |
| 012-R                     | 64111 | 820    | Rémunération principale      | - 10 000 € |          |
| 012-R                     | 64111 | 813    | Rémunération principale      | - 10 000 € |          |
| 012-R                     | 64111 | 211    | Rémunération principale      | - 15 000 € |          |
| 012-R                     | 64111 | 213    | Rémunération principale      | - 20 000 € |          |
| 012-R                     | 64111 | 313    | Rémunération principale      | - 10 000 € |          |
| 012-R                     | 64112 | 212    | Supplément familial et NBI   | 860 €      |          |
| 012-R                     | 64112 | 40     | Supplément familial et NBI   | - 860 €    |          |
| 012-R                     | 64118 | 023    | Autres indemnités            | 1 870 €    |          |
| 012-R                     | 64118 | 255    | Autres indemnités            | 7 475 €    |          |
| 012-R                     | 64118 | 411    | Autres indemnités            | 6 545 €    |          |
| 012-R                     | 64118 | 822    | Autres indemnités            | 3 490 €    |          |
| 012-R                     | 64118 | 020    | Autres indemnités            | 12 000 €   |          |
| 012-R                     | 64118 | 413    | Autres indemnités            | 3 000 €    |          |
| 012-R                     | 64118 | 040    | Autres indemnités            | - 12 835 € |          |
| 012-R                     | 64118 | 211    | Autres indemnités            | - 2 000 €  |          |
| 012-R                     | 64118 | 64     | Autres indemnités            | - 1 000 €  |          |
| 012-R                     | 64118 | 251    | Autres indemnités            | - 1 000 €  |          |
| 012-R                     | 64118 | 313    | Autres indemnités            | - 1 000 €  |          |
| 012-R                     | 64118 | 213    | Autres indemnités            | - 1 545 €  |          |
| 012-R                     | 64131 | 022    | Rémunérations non titulaires | - 20 092 € |          |
| 012-R                     | 64131 | 211    | Rémunérations non titulaires | 3 645 €    |          |
| 012-R                     | 64131 | 30     | Rémunérations non titulaires | 5 092 €    |          |
| 012-R                     | 64131 | 313    | Rémunérations non titulaires | 26 855 €   |          |
| 012-R                     | 64131 | 411    | Rémunérations non titulaires | 9 820 €    |          |
| 012-R                     | 64131 | 413    | Rémunérations non titulaires | 14 465 €   |          |
| 012-R                     | 64131 | 520    | Rémunérations non titulaires | 751 €      |          |
| 012-R                     | 64131 | 522    | Rémunérations non titulaires | 751 €      |          |
| 012-R                     | 64131 | 813    | Rémunérations non titulaires | 160 €      |          |
| 012-R                     | 64131 | 822    | Rémunérations non titulaires | 160 €      |          |
| 012-R                     | 64131 | 255    | Rémunérations non titulaires | - 13 000 € |          |
| 012-R                     | 64131 | 422    | Rémunérations non titulaires | - 21 090 € |          |
| 012-R                     | 64131 | 64     | Rémunérations non titulaires | - 5 070 €  |          |
| 012-R                     | 64131 | 823    | Rémunérations non titulaires | - 5 661 €  |          |
| 012-R                     | 64131 | 40     | Rémunérations non titulaires | - 7 230 €  |          |
| 012-R                     | 64131 | 321    | Rémunérations non titulaires | - 911 €    |          |
| 012-R                     | 64131 | 20     | Rémunérations non titulaires | - 3 645 €  |          |
| 012-R                     | 64162 | 823    | Emplois d'avenir             | 20 000 €   |          |
| 012-R                     | 64168 | 823    | Autres emplois d'insertion   | - 21 700 € |          |
| 012-R                     | 64168 | 20     | Autres emplois d'insertion   | 1 700 €    |          |
| 012-R                     | 6451  | 313    | Cotisations à l'URSSAF       | 9 845 €    |          |
| 012-R                     | 6451  | 411    | Cotisations à l'URSSAF       | 8 230 €    |          |
| 012-R                     | 6451  | 822    | Cotisations à l'URSSAF       | 6 290 €    |          |
| 012-R                     | 6451  | 020    | Cotisations à l'URSSAF       | 7 000 €    |          |
| 012-R                     | 6451  | 40     | Cotisations à l'URSSAF       | - 20 135 € |          |
| 012-R                     | 6451  | 813    | Cotisations à l'URSSAF       | - 8 230 €  |          |
| 012-R                     | 6451  | 321    | Cotisations à l'URSSAF       | - 3 000 €  |          |

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Cptes | Fonct. |  | Dépenses  | Recettes |
|-------|-------|--------|--|-----------|----------|
| 012-R | 6453  | 255    | Cotisations caisses retraites            | 4 850 €   |          |
| 012-R | 6453  | 020    | Cotisations caisses retraites            | - 4 850 € |          |
| 012-R | 6454  | 211    | Cotisations aux ASSEDIC                  | 270 €     |          |
| 012-R | 6454  | 213    | Cotisations aux ASSEDIC                  | 410 €     |          |
| 012-R | 6454  | 313    | Cotisations aux ASSEDIC                  | 2 100 €   |          |
| 012-R | 6454  | 520    | Cotisations aux ASSEDIC                  | 45 €      |          |
| 012-R | 6454  | 522    | Cotisations aux ASSEDIC                  | 50 €      |          |
| 012-R | 6454  | 813    | Cotisations aux ASSEDIC                  | 15 €      |          |
| 012-R | 6454  | 822    | Cotisations aux ASSEDIC                  | 15 €      |          |
| 012-R | 6454  | 020    | Cotisations aux ASSEDIC                  | - 270 €   |          |
| 012-R | 6454  | 422    | Cotisations aux ASSEDIC                  | - 1 460 € |          |
| 012-R | 6454  | 823    | Cotisations aux ASSEDIC                  | - 1 050 € |          |
| 012-R | 6454  | 321    | Cotisations aux ASSEDIC                  | - 45 €    |          |
| 012-R | 6454  | 023    | Cotisations aux ASSEDIC                  | - 50 €    |          |
| 012-R | 6454  | 40     | Cotisations aux ASSEDIC                  | - 15 €    |          |
| 012-R | 6454  | 64     | Cotisations aux ASSEDIC                  | - 15 €    |          |
| 012-R | 6455  | 020    | Cotisations pour assurances du personnel | 1 726 €   |          |
| 012-R | 6455  | 112    | Cotisations pour assurances du personnel | 200 €     |          |
| 012-R | 6455  | 212    | Cotisations pour assurances du personnel | 314 €     |          |
| 012-R | 6455  | 313    | Cotisations pour assurances du personnel | 743 €     |          |
| 012-R | 6455  | 321    | Cotisations pour assurances du personnel | 85 €      |          |
| 012-R | 6455  | 413    | Cotisations pour assurances du personnel | 1 400 €   |          |
| 012-R | 6455  | 422    | Cotisations pour assurances du personnel | 4 643 €   |          |
| 012-R | 6455  | 64     | Cotisations pour assurances du personnel | 5 077 €   |          |
| 012-R | 6455  | 822    | Cotisations pour assurances du personnel | 2 088 €   |          |
| 012-R | 6455  | 251    | Cotisations pour assurances du personnel | - 5 477 € |          |
| 012-R | 6455  | 255    | Cotisations pour assurances du personnel | - 3 429 € |          |
| 012-R | 6455  | 411    | Cotisations pour assurances du personnel | - 3 796 € |          |
| 012-R | 6455  | 211    | Cotisations pour assurances du personnel | - 1 974 € |          |
| 012-R | 64731 | 112    | Cotisations diverses                     | - 1 600 € |          |
| 012-R | 6474  | 251    | Versements aux œuvres sociales           | 690 €     |          |
| 012-R | 6474  | 413    | Versements aux œuvres sociales           | 100 €     |          |
| 012-R | 6474  | 422    | Versements aux œuvres sociales           | 850 €     |          |
| 012-R | 6474  | 64     | Versements aux œuvres sociales           | 580 €     |          |
| 012-R | 6474  | 822    | Versements aux œuvres sociales           | 160 €     |          |
| 012-R | 6474  | 020    | Versements aux œuvres sociales           | - 690 €   |          |
| 012-R | 6474  | 411    | Versements aux œuvres sociales           | - 100 €   |          |
| 012-R | 6474  | 255    | Versements aux œuvres sociales           | - 850 €   |          |
| 012-R | 6474  | 211    | Versements aux œuvres sociales           | - 580 €   |          |
| 012-R | 6474  | 823    | Versements aux œuvres sociales           | - 160 €   |          |
| 012-R | 6475  | 112    | Médecine du travail, pharmacie           | 26 €      |          |
| 012-R | 6475  | 212    | Médecine du travail, pharmacie           | 162 €     |          |
| 012-R | 6475  | 255    | Médecine du travail, pharmacie           | 104 €     |          |
| 012-R | 6475  | 413    | Médecine du travail, pharmacie           | 58 €      |          |
| 012-R | 6475  | 422    | Médecine du travail, pharmacie           | 282 €     |          |
| 012-R | 6475  | 520    | Médecine du travail, pharmacie           | 26 €      |          |
| 012-R | 6475  | 522    | Médecine du travail, pharmacie           | 26 €      |          |
| 012-R | 6475  | 64     | Médecine du travail, pharmacie           | 26 €      |          |
| 012-R | 6475  | 813    | Médecine du travail, pharmacie           | 142 €     |          |
| 012-R | 6475  | 020    | Médecine du travail, pharmacie           | - 690 €   |          |
| 012-R | 6475  | 211    | Médecine du travail, pharmacie           | - 162 €   |          |

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

| Chap.         | Cptes   | Fonct. |  | Dépenses         | Recettes         |
|---------------|---------|--------|--|------------------|------------------|
| 012-R         | 6478    | 020    | Charges sociales diverses                | 300 €            |                  |
| 012-R         | 6478    | 212    | Charges sociales diverses                | 40 €             |                  |
| 012-R         | 6478    | 213    | Charges sociales diverses                | 15 €             |                  |
| 012-R         | 6478    | 251    | Charges sociales diverses                | 60 €             |                  |
| 012-R         | 6478    | 313    | Charges sociales diverses                | 40 €             |                  |
| 012-R         | 6478    | 411    | Charges sociales diverses                | 170 €            |                  |
| 012-R         | 6478    | 422    | Charges sociales diverses                | 50 €             |                  |
| 012-R         | 6478    | 522    | Charges sociales diverses                | 15 €             |                  |
| 012-R         | 6478    | 64     | Charges sociales diverses                | 180 €            |                  |
| 012-R         | 6478    | 813    | Charges sociales diverses                | 15 €             |                  |
| 012-R         | 6478    | 820    | Charges sociales diverses                | 15 €             |                  |
| 012-R         | 6478    | 822    | Charges sociales diverses                | 20 €             |                  |
| 012-R         | 6478    | 823    | Charges sociales diverses                | 80 €             |                  |
| 012-R         | 6488    | 020    | Participations directes actions sociales | 800 €            |                  |
| 012-R         | 6488    | 212    | Participations directes actions sociales | 600 €            |                  |
| 012-R         | 6488    | 255    | Participations directes actions sociales | 200 €            |                  |
| 012-R         | 6488    | 411    | Participations directes actions sociales | 200 €            |                  |
| 012-R         | 6488    | 421    | Participations directes actions sociales | 800 €            |                  |
| 65-R          | 6532    | 024    | Frais missions                           | 50 €             |                  |
| 65-R          | 6532    | 021    | Frais missions                           | - 50 €           |                  |
| 65-R          | 6533    | 021    | Cotisations retraites                    | 1 500 €          |                  |
| 65-R          | 6542    | 01     | Créances éteintes                        | 3 200 €          |                  |
| 65-R          | 655487  | 815    | Contribution syndicat transport          | - 135 681 €      |                  |
| 65-R          | 65742   | 520    | Subvention fonctionnement associations   | 900 €            |                  |
| 66-R          | 66111   | 01     | Intérêts des emprunts                    | - 10 000 €       |                  |
| 66-R          | 6688    | 01     | Autres frais financiers                  | - 15 000 €       |                  |
| 67-R          | 6714    | 422    | Bourses et prix                          | 300 €            |                  |
| 67-R          | 6718    | 020    | Charges exceptionnelles                  | 23 960 €         |                  |
| 67-R          | 673     | 01     | Charges exceptionnelles                  | - 6 660 €        |                  |
| 67-R          | 673     | 213    | Titres annulés exercices antérieurs      | 120 €            |                  |
| 67-R          | 673     | 321    | Titres annulés exercices antérieurs      | 40 €             |                  |
| 67-R          | 673     | 413    | Titres annulés exercices antérieurs      | 700 €            |                  |
| 67-R          | 673     | 71     | Titres annulés exercices antérieurs      | 300 €            |                  |
| 022           | 022     | 01     | Dépenses imprévues                       | 306 012 €        |                  |
| 023           | 023     | 01     | Virement à section d'investissement      | 47 847 €         |                  |
| 014-R         | 7391171 | 01     | Dégrèvements jeunes agriculteurs         | 500 €            |                  |
| 70-R          | 7022    | 833    | Coupes de bois                           |                  | 8 525 €          |
| 70-R          | 70621   | 321    | Recettes médiathèque                     |                  | 1 204 €          |
| 70-R          | 70875   | 814    | Rembour. groupement fiscalité propre     |                  | 4 115 €          |
| 73-R          | 73111   | 01     | Taxes foncières et d'habitation          |                  | 34 253 €         |
| 73-R          | 7321    | 01     | Attribution de compensation              |                  | - 124 340 €      |
| 73-R          | 7325    | 01     | FPIC                                     |                  | - 6 163 €        |
| 74-R          | 74121   | 01     | Dotation de Solidarité Rurale            |                  | 13 631 €         |
| 74-R          | 748314  | 01     | Dotation unique compens. Taxe Profes.    |                  | 19 515 €         |
| 74-R          | 74834   | 01     | Compensation Taxes Foncières             |                  | - 5 460 €        |
| 74-R          | 74835   | 01     | Compensation Taxe d'Habitation           |                  | - 29 598 €       |
| 75-R          | 752     | 414    | Revenus des immeubles                    |                  | - 12 000 €       |
| 75-R          | 757     | 414    | Redevances versées par les fermiers      |                  | 12 000 €         |
| 77-R          | 7718    | 020    | Produits exceptionnels                   |                  | 23 960 €         |
| 77-R          | 7788    | 64     | Produits exceptionnels                   |                  | 335 000 €        |
| 77-R          | 7788    | 020    | Produits exceptionnels                   |                  | 14 940 €         |
| 042           | 777     | 020    | Amortis. subventions d'investissement    |                  | 2 000 €          |
| 042           | 722     | 823    | Production immobilisée                   |                  | 20 000 €         |
| <b>TOTAUX</b> |         |        |  | <b>311 582 €</b> | <b>311 582 €</b> |

| SECTION D'INVESTISSEMENT |       |        |       |  |             |          |
|--------------------------|-------|--------|-------|--|-------------|----------|
| Chap.                    | Cptes | Fonct. | Opér. |  | Dépenses    | Recettes |
| 10-R                     | 10223 | 01     | 01    | Taxe locale d'équipement                   | 210 000 €   |          |
| 16-R                     | 165   | 71     | 01    | Dépôts et cautionnements                   | 650 €       |          |
| 16-R                     | 1641  | 01     | 01    | Emprunts                                   | - 650 €     |          |
| 20-R                     | 2031  | 020    | 255   | Frais d'études                             | - 20 000 €  |          |
| 20-R                     | 2031  | 422    | 247   | Frais d'études                             | 44 000 €    |          |
| 20-R                     | 2033  | 020    | 255   | Frais d'insertions                         | - 3 400 €   |          |
| 20-R                     | 2051  | 020    | 294   | Logiciels                                  | - 7 703 €   |          |
| 21-R                     | 2121  | 823    | 189   | Plantations d'arbres                       | - 24 000 €  |          |
| 21-R                     | 2128  | 412    | 270   | Agencements, aménagements terrains         | 685 000 €   |          |
| 21-R                     | 2128  | 823    | 283   | Agencements et aménagements terrains       | - 4 500 €   |          |
| 21-R                     | 21316 | 026    | 260   | Equipement du cimetière                    | - 10 000 €  |          |
| 21-R                     | 21351 | 211    | 253   | Aménag. Constructions - Ecole J. Ferry     | - 2 860 €   |          |
| 21-R                     | 21351 | 212    | 253   | Aménag. Constructions - Ecole J. Ferry     | 2 860 €     |          |
| 21-R                     | 21353 | 211    | 254   | Aménag. Constructions - Ecole P et M Curie | 18 200 €    |          |
| 21-R                     | 21356 | 313    | 294   | Aménag. Constructions - Hôtel de ville     | - 618 €     |          |
| 21-R                     | 21359 | 01     | 297   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | 5 000 €     |          |
| 21-R                     | 21359 | 020    | 255   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | - 13 800 €  |          |
| 21-R                     | 21359 | 020    | 279   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | - 2 730 €   |          |
| 21-R                     | 21359 | 213    | 253   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | 2 100 €     |          |
| 21-R                     | 21359 | 213    | 254   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | 2 100 €     |          |
| 21-R                     | 21359 | 213    | 265   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | 1 800 €     |          |
| 21-R                     | 21359 | 311    | 344   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | - 9 000 €   |          |
| 21-R                     | 21359 | 321    | 302   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | 3 600 €     |          |
| 21-R                     | 21359 | 411    | 176   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | 4 200 €     |          |
| 21-R                     | 21359 | 411    | 298   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | 4 218 €     |          |
| 21-R                     | 21359 | 414    | 304   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | 12 000 €    |          |
| 21-R                     | 21359 | 414    | 322   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | 5 600 €     |          |
| 21-R                     | 21359 | 64     | 287   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | 8 700 €     |          |
| 21-R                     | 21359 | 70     | 255   | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | 6 700 €     |          |
| 21-R                     | 21381 | 411    | 268   | Aménag. Constructions - Compl. Gemmetrie   | - 1 800 €   |          |
| 21-R                     | 21383 | 411    | 270   | Agencements divers - Complexe Ardoises     | - 56 000 €  |          |
| 21-R                     | 21383 | 412    | 270   | Agencements divers - Complexe Ardoises     | - 610 000 € |          |
| 21-R                     | 21384 | 411    | 298   | Agencements divers - Bâtiments divers      | - 3 300 €   |          |
| 21-R                     | 21386 | 422    | 247   | Agencements divers - Planète enfants       | 24 600 €    |          |
| 21-R                     | 2152  | 822    | 170   | Installations de voirie                    | 840 €       |          |
| 21-R                     | 2152  | 821    | 170   | Installations de voirie                    | - 840 €     |          |
| 21-R                     | 21538 | 811    | 170   | Réseaux divers                             | 12 000 €    |          |
| 21-R                     | 21568 | 020    | 255   | Matériel défense incendie                  | 700 €       |          |
| 21-R                     | 21578 | 020    | 279   | Matériel et outillage                      | - 400 €     |          |
| 21-R                     | 21578 | 023    | 279   | Matériel et outillage                      | 830 €       |          |
| 21-R                     | 2158  | 212    | 254   | Matériel et outillage divers               | 3 500 €     |          |
| 21-R                     | 2182  | 020    | 264   | Matériel de transport                      | 2 000 €     |          |
| 21-R                     | 2182  | 020    | 279   | Matériel de transport                      | - 2 000 €   |          |
| 21-R                     | 2182  | 112    | 264   | Matériel de transport                      | - 300 €     |          |
| 21-R                     | 21831 | 021    | 294   | Acquisition Matériel bureau                | 1 202 €     |          |
| 21-R                     | 21832 | 020    | 294   | Acquisition Matériel informatique          | 6 501 €     |          |
| 21-R                     | 21832 | 321    | 302   | Acquisition Matériel informatique          | 750 €       |          |
| 21-R                     | 21881 | 411    | 268   | Acquisition Matériel sportif               | 1 800 €     |          |
| 21-R                     | 21882 | 211    | 253   | Acquisition Matériel scolaire              | 200 €       |          |
| 21-R                     | 21882 | 211    | 254   | Acquisition Matériel scolaire              | 400 €       |          |
| 21-R                     | 21882 | 213    | 255   | Acquisition Matériel scolaire              | - 200 €     |          |
| 21-R                     | 21883 | 251    | 255   | Acquisition Matériel restauration          | - 880 €     |          |
| 21-R                     | 21883 | 251    | 265   | Acquisition Matériel restauration          | 480 €       |          |

| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |              |               |              |  |                  |                  |
|---------------------------------|--------------|---------------|--------------|--|------------------|------------------|
| <b>Chap.</b>                    | <b>Cptes</b> | <b>Fonct.</b> | <b>Opér.</b> |  | <b>Dépenses</b>  | <b>Recettes</b>  |
| 21-R                            | 21885        | 212           | 254          | Acquisition Matériel entretien             | - 3 500 €        |                  |
| 21-R                            | 21886        | 024           | 255          | Acquisition Matériel culturel              | - 750 €          |                  |
| 23-R                            | 2313         | 64            | 287          | Constructions en cours - Maison enfance    | - 12 000 €       |                  |
| 23-R                            | 2313         | 026           | 260          | En-cours divers                            | 80 000 €         |                  |
| 23-R                            | 23188        | 026           | 260          | Travaux en-cours - Cimetière               | - 70 000 €       |                  |
| 458-R                           | 458111       | 811           | 170          | Travaux pour compte de tiers               | 5 000 €          |                  |
| 458-R                           | 458111       | 821           | 170          | Travaux pour compte de tiers               | 6 200 €          |                  |
| 458-R                           | 458111       | 833           | 01           | Travaux pour compte de tiers               | 6 500 €          |                  |
| 458-R                           | 458111       | 92            | 01           | Travaux pour compte de tiers               | 14 700 €         |                  |
| 458-R                           | 458111       | 823           | 170          | Travaux pour compte de tiers               | 3 200 €          |                  |
| 458-R                           | 458111       | 020           | 170          | Travaux pour compte de tiers               | 500 €            |                  |
| 458-R                           | 458111       | 822           | 170          | Travaux pour compte de tiers               | - 36 100 €       |                  |
| 040                             | 2121         | 823           | 189          | Plantations                                | 20 000 €         |                  |
| 040                             | 13911        | 020           | 294          | Amortis. subventions Etat                  | 300 €            |                  |
| 040                             | 13918        | 020           | 294          | Amortis. subventions autres organismes     | 1 700 €          |                  |
| 041                             | 2051         | 020           | 294          | Logiciels                                  | 108 €            |                  |
| 041                             | 2128         | 412           | 270          | Agencements, aménagements terrains         | 38 400 €         |                  |
| 041                             | 21351        | 211           | 253          | Aménag. Constructions - Ecole J. Ferry     | 108 €            |                  |
| 041                             | 21359        | 64            | 287          | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | 108 €            |                  |
| 041                             | 21359        | 522           | 288          | Aménag. Constructions - Bâtiments divers   | 108 €            |                  |
| 13-R                            | 1311         | 213           | 255          | Subvention Etat                            |                  | 5 353 €          |
| 13-R                            | 1318         | 823           | 283          | Dotation équipement des territoires ruraux |                  | 17 500 €         |
| 13-R                            | 1321         | 64            | 287          | Dotation équipement des territoires ruraux |                  | 7 500 €          |
| 13-R                            | 1328         | 64            | 287          | Autres financeurs                          |                  | 50 000 €         |
| 024                             | 024          | 020           | 01           | Produits des cessions d'immobilisations    |                  | 181 000 €        |
| 024                             | 024          | 020           | 279          | Produits des cessions d'immobilisations    |                  | 3 500 €          |
| 024                             | 024          | 112           | 264          | Produits des cessions d'immobilisations    |                  | 600 €            |
| 041                             | 2033         | 020           | 294          | Frais d'insertion                          |                  | 108 €            |
| 041                             | 2031         | 412           | 270          | Frais d'études                             |                  | 38 400 €         |
| 041                             | 2033         | 211           | 253          | Frais d'insertion                          |                  | 108 €            |
| 041                             | 2033         | 64            | 287          | Frais d'insertion                          |                  | 216 €            |
| 021                             | 021          | 01            |              | Virement de la section de fonctionnement   |                  | 47 847 €         |
| <b>TOTAUX</b>                   |              |               |              |  | <b>352 132 €</b> | <b>352 132 €</b> |

M. Johan CHARRUAU présente le diaporama suivant :

# DECISION BUDGETAIRE MODIFICATIVE 2016

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 NOVEMBRE 2016



# Introduction

L'exécution budgétaire 2016 est globalement conforme aux prévisions.

Des réajustements sont bien évidemment nécessaires mais ils résultent le plus souvent d'ajustements ou de dépenses imprévues.

Pour information, seuls sont présentés ci-après les éléments ayant une incidence budgétaire. Les différentes opérations comptables (reclassement compte à compte ou fonction à fonction) ne sont pas détaillées puisqu'elles se neutralisent mutuellement.





**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT**

**REAJUSTEES A LA HAUSSE**



# Les consommations de gaz

|            | Budget primitif | DM      | Budget après DM |
|------------|-----------------|---------|-----------------|
| <b>Gaz</b> | 205 000 €       | 6 000 € | 211 000 €       |

Poste lié aux aléas climatiques.



# Frais d'entretien des réseaux

| Budget primitif | DM       | Budget après DM |
|-----------------|----------|-----------------|
| 3 700 €         | 20 000 € | 23 700 €        |

La décision modificative correspond à diverses réparations sur des poteaux d'incendie. Celles-ci résultent d'observations formulées par les services d'Angers Loire Métropole.

Ces réparations sont bien évidemment indispensables pour des raisons de sécurité.



# Entretiens et réparations du parc de véhicules

|                                | Budget primitif | DM      | Budget après DM |
|--------------------------------|-----------------|---------|-----------------|
| <b>Réparations extérieures</b> | 20 000 €        | 6 840 € | 26 840 €        |

Ce poste de dépense est toujours aléatoire car il est difficile de prévoir les pannes et éventuels accidents.

La présente décision modificative correspond exclusivement à des accidents. Elle est partiellement compensée par une recette de 6 240 € (remboursement assurances). Reste la franchise à charge soit 600 €.



# Fêtes et cérémonies « culture »

| Budget primitif | DM      | Budget après DM |
|-----------------|---------|-----------------|
| 37 500 €        | 1 100 € | 38 600 €        |

Ce poste correspond principalement à l'organisation de la fête communale.

La décision modificative provient d'ajustements concernant les animations proposées (réservation d'un deuxième petit train).



# Subvention pour « Les Restos du Cœur »

Les restos du cœur souhaitent installer une alarme dans le bâtiment loué à la commune.

Ils sollicitent à ce titre une participation financière de la ville par le biais d'une subvention de 900 €.

Il convient donc de prévoir l'inscription budgétaire correspondante.



**ARBITRAGE  
ENTRE  
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT  
ET  
DEPENSES D'INVESTISSEMENT**



# Equipements de Protection Individuelle des agents (EPI)

| Budget primitif | DM      | Budget après DM |
|-----------------|---------|-----------------|
| 6 000 €         | 1 600 € | 7 600 €         |

La présente décision modificative ne correspond pas à un surcoût puisqu'un budget global de 5 300 € avait été prévu en section d'investissement pour permettre aux agents d'effectuer certaines tâches primaires en matière de désamiantage.

Ledit budget a été utilisé pour des dépenses d'investissement (matériels divers) mais également pour acheter des « EPI » comptabilisés en fonctionnement. Les 1 600 € précités seront donc financés par une reprise sur le budget d'investissement.





# Prestations diverses

| Budget primitif | DM       | Budget après DM |
|-----------------|----------|-----------------|
| 75 000 €        | 20 000 € | 95 000 €        |

Diverses prestations de géomètres (levées topographiques, récolements bâtiments,...) étaient prévues au budget d'investissement 2016 à concurrence de 25 000 €.

Dans les faits, seulement 5 000 € correspondent réellement à de l'investissement. Reste donc 20 000 € à réaffecter au fonctionnement.



# Locations mobilières pour les espaces verts

| Budget primitif | DM      | Budget après DM |
|-----------------|---------|-----------------|
| 7 000 €         | 4 000 € | 11 000 €        |

Les 4 000 € figurant en DM seront financés par reprise sur des crédits initialement inscrits en investissements (budget plantations).

# Impôts et taxes sur les véhicules

| Budget primitif | DM    | Budget après DM |
|-----------------|-------|-----------------|
| 400 €           | 300 € | 700 €           |

L'achat d'un camion benne pour les services techniques et d'une Mégane pour la police municipale se concrétise par des frais de cartes grises à comptabiliser en dépenses de fonctionnement.

La décision modificative est financée par reprise sur les crédits d'investissements prévus pour ces 2 achats.



# Frais insertions marchés publics

| Budget primitif | DM      | Budget après DM |
|-----------------|---------|-----------------|
| 7 150 €         | 3 400 € | 10 550 €        |

Ces dépenses peuvent être comptabilisées soit en fonctionnement soit en investissement selon la nature des marchés publics.

Les crédits disponibles en investissement sont réaffectés au fonctionnement grâce à cette décision modificative.



**DEPENSES DE FONCTIONNEMENT  
COMPENSEES PAR  
RECETTES DE FONCTIONNEMENT**



# Frais d'actes et de contentieux

| Budget primitif | DM      | Budget après DM |
|-----------------|---------|-----------------|
| 10 000 €        | 8 700 € | 18 700 €        |

Différents frais ont été engagés pour expertiser le problème de la nage à contre-courant à La baleine bleue.

Lesdits frais ont été avancés par la ville puis remboursés par l'assurance. Il convient de réaffecter ces crédits au compte ayant supporté la dépense.



# Achats de la médiathèque

|                         | Budget primitif | DM    | Budget après DM |
|-------------------------|-----------------|-------|-----------------|
| Achats livres et revues | 22 500 €        | 984 € | 23 484 €        |
| Achats CD               | 3 000 €         | 267 € | 3 267 €         |
| Achats DVD              | 3 500 €         | 353 € | 3 853 €         |

La décision modificative proposée représente 1 604 € se justifiant comme suit :

- 1 105 € représentent le produit du « déserbage » annuel.
- 99 € correspondent à des ouvrages non restitués et donc remboursés par les usagers.
- 400 € constituent le montant des livres confiés à Planète Enfants, livres inutilisables (dégât eaux).



# Participation transports en commun

A partir de l'année 2016, la participation versée à Angers Loire Métropole ne figure plus en dépense de fonctionnement.

ALM va en effet déduire directement cette participation de l'attribution de compensation.

La décision modificative supprime donc l'inscription de 135 681 € figurant en dépense de fonctionnement au budget primitif.





# Valorisation des travaux en régie

Ces travaux correspondent à des interventions du service « espaces verts » au titre des plantations et aménagements paysagers divers.

La valorisation de ces travaux (20 000 € sur 2016) n'a aucune incidence sur la section de fonctionnement puisqu'ils sont neutralisés par une recette de fonctionnement et comptabilisés au final en dépenses d'investissement.



# Charges exceptionnelles

La direction générale des finances publiques avait sollicité la commune pour une demande de remise gracieuse suite à des pénalités (mise en débet) appliquées à l'encontre de trois trésoriers (Trésorerie de Trélazé).

Par délibération du 21 mai 2015, le conseil municipal avait accepté le principe de cette remise gracieuse. Il convient dorénavant de passer les écritures comptables correspondantes en inscrivant une dépense exceptionnelle de 23 960 € et une recette exceptionnelle de même montant.



# DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

## REAJUSTEES A LA BAISSE



# Intérêts des emprunts

| Budget primitif | DM         | Budget après DM |
|-----------------|------------|-----------------|
| 340 000 €       | - 10 000 € | 330 000 €       |

Les taux d'intérêts demeurant historiquement bas, il est possible d'ajuster le budget prévu pour les frais financiers.

# Frais de portage fonciers

| Budget primitif | DM         | Budget après DM |
|-----------------|------------|-----------------|
| 50 000 €        | - 15 000 € | 35 000 €        |

Angers Loire Métropole venant de communiquer les coûts définitifs des portages fonciers 2016, il est également possible d'ajuster le budget.



# RECETTES DE FONCTIONNEMENT

## REAJUSTEES A LA BAISSE



# Attribution de compensation

| Budget primitif | DM         | Budget après DM |
|-----------------|------------|-----------------|
| 1 399 400 €     | -124 340 € | 1 275 060 €     |

Conformément à la délibération du conseil municipal en date du 26 septembre dernier, l'attribution de compensation versée par Angers Loire Métropole doit être réajustée à la baisse compte tenu des éléments suivants :

|   |   |                    |
|---|---|--------------------|
| AC inscrite au budget primitif 2016                   |   | 1 399 400 €        |
| Incidence recalcul transfert syndicats eaux pluviales |   | 18 884 €           |
| Prélèvement participation transport                   | - | 135 681 €          |
| Prélèvement taxe d'aménagement                        | - | 7 502 €            |
| Réajustements divers                                  | - | 41 €               |
|   |   | <b>1 275 060 €</b> |



# Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC)

| Budget primitif | DM        | Budget après DM |
|-----------------|-----------|-----------------|
| 144 000 €       | - 6 163 € | 137 837 €       |

Pour information, ce fonds, mis en place en 2012, repose sur un système de péréquation horizontale : solidarité entre collectivités.  
N'ayant aucun lien avec le budget de l'Etat, ce dispositif est en principe pérenne.

Si le produit réel 2016 progresse de 20 % par rapport à 2015, il convient en revanche de revoir à la baisse la prévision budgétaire.





# Compensations versées par l'Etat sur les exonérations fiscales

|                                      | Budget primitif | DM         | Budget après DM |
|--------------------------------------|-----------------|------------|-----------------|
| Compensations sur taxes foncières    | 32 000 €        | - 5 460 €  | 26 540 €        |
| Compensations sur taxes d'habitation | 100 000 €       | - 29 598 € | 70 402 €        |

Depuis plusieurs années, la contribution des collectivités à l'effort de redressement du budget de l'Etat passe également par une réduction de ces compensations.



**RECETTES DE FONCTIONNEMENT**

**REAJUSTEES A LA HAUSSE**



# Produit des impôts

| Budget primitif | DM       | Budget après DM |
|-----------------|----------|-----------------|
| 6 436 000 €     | 34 253 € | 6 470 253 €     |

Ajustement budget suite à réception notification préfectorale :

|                  | Bases      |            | Evol. bases<br>2016/2016 |     | Taux   | Produits  |           | Prod.<br>2015/2016 |
|------------------|------------|------------|--------------------------|-----|--------|-----------|-----------|--------------------|
|                  | 2015       | 2016       |                          |     |        | 2015      | 2016      |                    |
| Taxe habitation  | 13 693 604 | 13 872 000 | 178 396                  | 1%  | 15,04% | 2 059 518 | 2 086 349 | 26 831             |
| Foncier bâti     | 17 479 367 | 17 706 000 | 226 633                  | 1%  | 24,47% | 4 277 201 | 4 332 658 | 55 457             |
| Foncier non bâti | 100 641    | 93 600     | -7 041                   | -7% | 54,75% | 55 101    | 51 246    | -3 855             |
|                  |            |            |                          |     |        | 6 391 820 | 6 470 253 | <b>78 433</b>      |
|                  |            |            |                          |     |        |           |           | <b>1%</b>          |



# Dotation de Solidarité Rurale (DSR)

| Budget primitif | DM       | Budget après DM |
|-----------------|----------|-----------------|
| 80 000 €        | 13 631 € | 93 631 €        |

Ajustement selon notification.



# Compensations versées par l'Etat au titre de l'ancienne taxe professionnelle

| Budget primitif | DM       | Budget après DM |
|-----------------|----------|-----------------|
| 39 000 €        | 19 515 € | 58 515 €        |

Ajustement selon notification.

# Remboursement de l'assurance suite au sinistre de la Maison de l'Enfance

| Budget primitif | DM        | Budget après DM |
|-----------------|-----------|-----------------|
| 200 000 €       | 335 000 € | 535 000 €       |

L'assurance devait initialement procéder à des remboursements sur les années 2016 et 2017.

Toutefois, le dossier « sinistre » ayant été définitivement validé dès juillet, notre ville a perçu l'intégralité du remboursement sur 2016.

Pour information, notre collectivité aura globalement été indemnisée sur une base de 750 000 € pour ce sinistre.



## Recettes diverses

|  |                 |
|--|-----------------|
| Remboursements assurance : expertise nage contre-courant | 8 700 €         |
| Coupes de bois   | 8 525 €         |
| Remboursements assurance : sinistres véhicules           | 6 240 €         |
| Remboursements de frais par ALM (éclairage public)       | 4 115 €         |
| Amortissements des subventions                           | 2 000 €         |
| Médiathèque : recette "désherbage"                       | 1 105 €         |
| Médiathèque : rembourse. livres non restitués            | 99 €            |
|  | <b>30 784 €</b> |

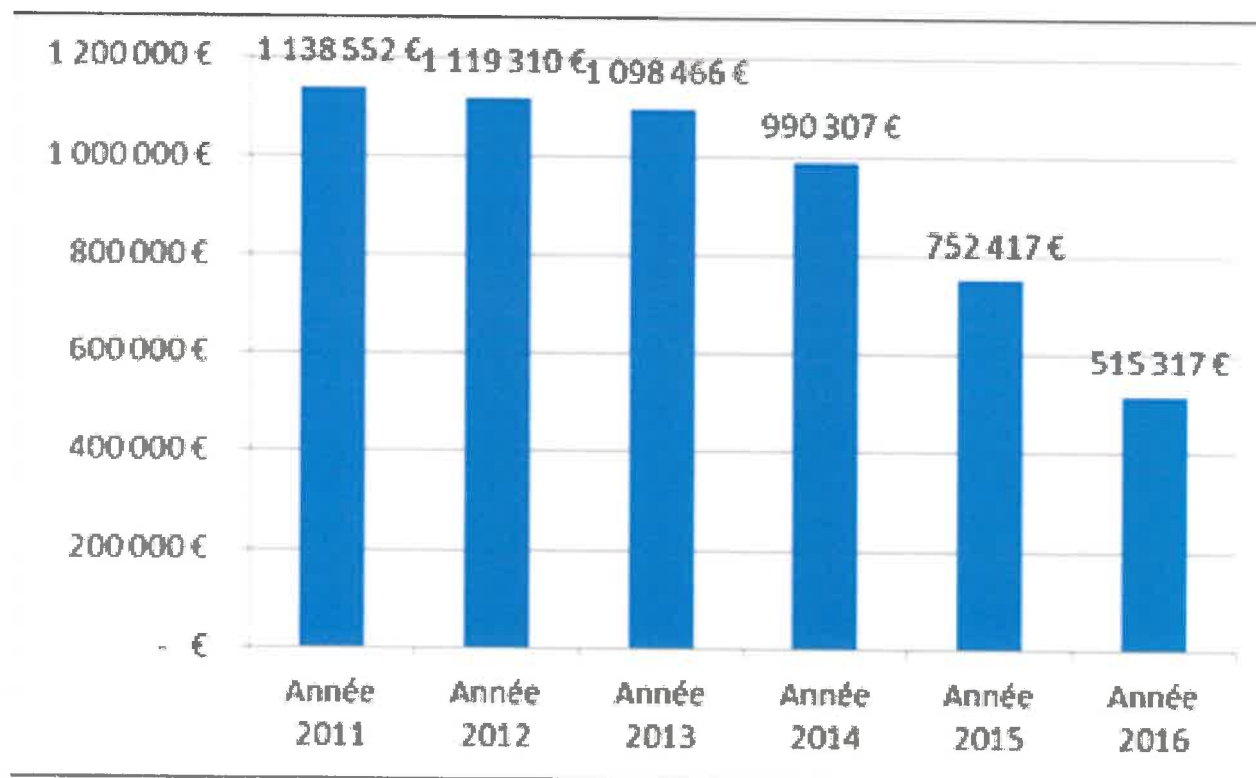
**EVOLUTION RÉTROSPECTIVE  
DES PRINCIPALES DOTATIONS  
ET COMPENSATIONS  
VERSÉES PAR L'ETAT**





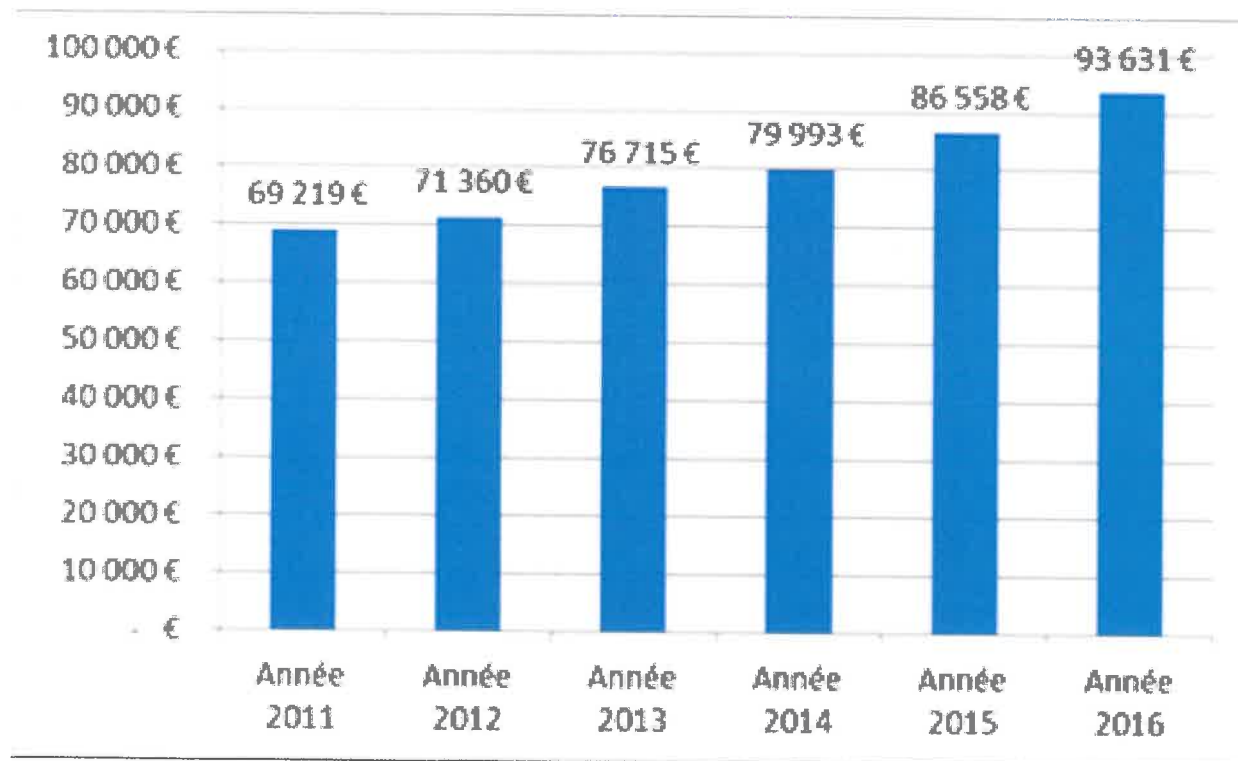
# La Dotation Globale de Fonctionnement

Perte de 623 000 € entre 2011 et 2016 (- 55%)



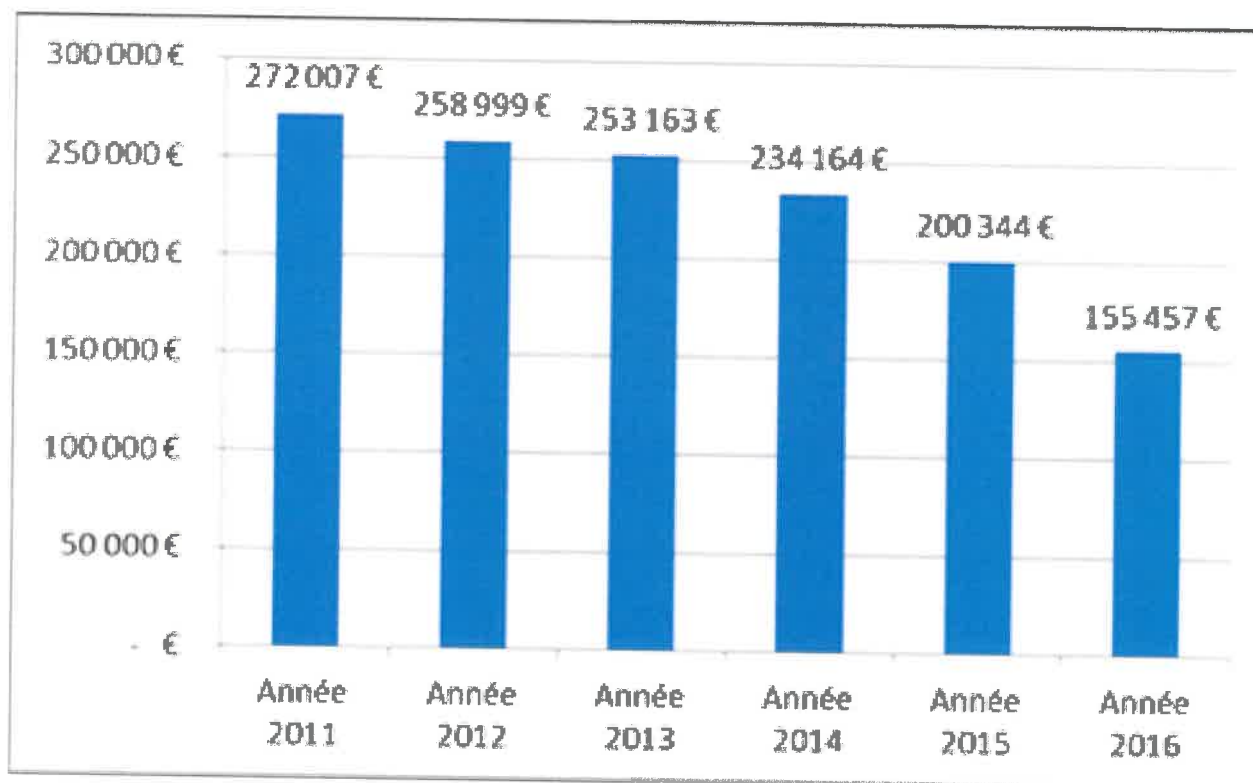
# La Dotation de Solidarité Rurale

Gain de 24 412 € entre 2011 et 2016 (+ 35 %)



# Les compensations fiscales

Perte de 116 550 € entre 2011 et 2016 (- 43 %)



# **SYNTHÈSE DE LA DÉCISION MODIFICATIVE :**

## ***Section De Fonctionnement***



# Section de fonctionnement

| Section de fonctionnement                |                  |                  |
|--|------------------|------------------|
|  | Dépenses         | Recettes         |
| <b>Ajustements à la hausse</b>           | 29 000 €         | 428 380 €        |
| <b>Ajustements à la baisse</b>           | - 25 000 €       | - 41 221 €       |
|  |                  |                  |
| <b>Neutralisation dépenses/recettes</b>  | - 75 577 €       | - 75 577 €       |
| <b>Arbitrage fonct / investis</b>        | 29 300 €         |                  |
|  |                  |                  |
| <b>Dépenses imprévues</b>                | 306 012 €        |                  |
| <b>Virement section d'investissement</b> | 47 847 €         |                  |
|  | <b>311 582 €</b> | <b>311 582 €</b> |

# NOUVELLES DEPENSES D'INVESTISSEMENT



# Planète enfants

|  |                    |
|--|--------------------|
| Maîtrise d'œuvre pour les travaux de désamiantage, d'accessibilité et de réhabilitation du secteur des petits après règlement du sinistre  | 25 000,00 €        |
| Maîtrise d'œuvre pour les travaux de désamiantage, d'accessibilité et de réhabilitation du secteur des grands après règlement du sinistre + création d'un skydom dans la cuisine | 19 000,00 €        |
| Travaux complémentaires de réhabilitation des pièces sinistrées du secteur des grands (peinture, lustrerie, accessibilité, isolation)  | 35 000,00 €        |
|  | <b>79 000,00 €</b> |

# Reversement Taxe Locale d'Équipement (TLE)

La TLE a été remplacée en 2012 par la Taxe d'Aménagement. Ces deux taxes sont liées à la délivrance d'un permis de construire ou d'un permis d'aménager. Elles sont recouvrées pour partie avant la phase opérationnelle.

Le groupe « Gambetta » vient d'informer la commune qu'il suspendait la réalisation de diverses opérations d'urbanisme sur la commune et sollicitait en conséquence le remboursement de la TLE versée, à savoir 210 000 €.

Ladite demande a été transmise aux services de la Direction Départementale des Territoires (DDT), service instructeur en matière de TLE et de TA. Si la date du remboursement n'est pas connue à ce jour, il convient toutefois de prévoir les crédits.





# Diverses opérations d'investissement

|  |                    |
|--|--------------------|
| <b>MEDIATHEQUE LA RANLOUE</b><br>Remplacement d'une porte vitrée   | 3 600,00 €         |
| <b>MAISON QUARTIER LA PAPERIE</b><br>Pose de volets roulants électriques   | 5 000,00 €         |
| <b>CENTRE EQUESTRE</b><br>Réparations portes manèges côté Rue de la Pellerinière                                 | 12 000,00 €        |
| <b>COMPLEXE DES ARDOISES</b><br>Complément aménagement abords terrain + portique                                 | 19 000,00 €        |
| <b>PARC DE L'EUROPE</b><br>Détournement des eaux pluviales pour capter les eaux du parking de la Maison Médicale | 12 000,00 €        |
|  | <b>51 600,00 €</b> |
| <b>AMORTISSEMENTS SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT</b>   | 2 000,00 €         |

# **NOUVELLES RECETTES D'INVESTISSEMENT**



# Nouvelles recettes d'investissement

|  |                  |
|--|------------------|
| <b>VENTE IMMEUBLE 1 RUE FRANCOIS MAURIAC</b>   | 181 000 €        |
| <b>REPRISE MATERIEL OCCASION</b><br>(Tondeuse auto-portée et véhicule police)        | 4 100 €          |
| <b>SUBVENTION AIRE DE JEUX LA REUX</b><br>Dotation Equipement des Territoires Ruraux | 17 500 €         |
| <b>SUBVENTIONS MAISON DE L'ENFANCE</b>   |                  |
| Réserve Parlementaire Mme Bouchoux   | 7 500 €          |
| CAF  | 50 000 €         |
| <b>SUBVENTION EQUIPEMENTS NUMERIQUES</b><br>Réserve parlementaire Mr Belot           | 5 353 €          |
|  | <b>265 453 €</b> |

# Réaffectation des frais d'études

Dans un premier temps, les frais d'études préalables à une opération d'investissement sont comptabilisés distinctement.

Ensuite, selon que l'opération concernée se concrétise ou pas par des travaux, le sort de ces frais est différent :

- Soit les frais d'études se concrétisent par un investissement et ils sont reclassés dans le coût de l'opération ;
- Soit les frais d'études ne sont pas suivis d'effet et ils sont amortis pour disparaître progressivement de la comptabilité.

Pour l'année 2016, nous avons 38 832 € de frais d'études à reclasser vers différentes opérations (la maison de l'enfance, le terrain synthétique,...).

Cette opération, bien que neutre au final, génère un effet « dépense/recette » en investissement.



# SYNTHÈSE ET ÉQUILIBRE GLOBAL DE LA DÉCISION MODIFICATIVE



| <b>Section de fonctionnement</b>         |                  |                  |
|--|------------------|------------------|
|  | Dépenses         | Recettes         |
| <b>Ajustements à la hausse</b>           | 29 000€          | 428 380 €        |
| <b>Ajustements à la baisse</b>           | - 25 000 €       | - 41 221 €       |
| <b>Neutralisation dépenses/recettes</b>  | - 75 577 €       | - 75 577 €       |
| <b>Arbitrage fonct / investis</b>        | 29 300 €         |                  |
| <b>Dépenses imprévues</b>                | 306 012 €        |                  |
| <b>Virement section d'investissement</b> | 47 847 €         |                  |
|  | <b>311 582 €</b> | <b>311 582 €</b> |

| <b>Section d'investissement</b>         |                  |                  |
|---|------------------|------------------|
|   | Dépenses         | Recettes         |
| <b>Ajustements à la hausse</b>          | 342 600 €        | 265 453 €        |
| <b>Arbitrage fonct / investis</b>       | - 29 300 €       |                  |
| <b>Réintégration frais d'études</b>     | 38 832 €         | 38 832 €         |
| <b>Virement de la section de fonct.</b> |                  | 47 847 €         |
|   | <b>352 132 €</b> | <b>352 132 €</b> |



**M. Laurent DANIEL**

Lors du Conseil privé du 10 novembre je vous avais interrogé concernant le cout réel supporté par la collectivité suite au sinistre de la Maison de l'Enfance. Peut-on avoir des éléments de réponse ?

**M. Johan CHARRUAU**

Un tableau récapitule ces sommes. Nous avons été prudents concernant le FCTVA. L'assurance rembourse en partant de la reconstruction à l'identique. L'Etat ne prend pas en charge certaines sommes qui ne sont pas éligibles, nous avons donc neutralisé ces sommes.

**M. Laurent DANIEL**

Lors du vote du budget une somme de 360 000 € avait été inscrite en dépenses imprévues. Cette somme a-t-elle été utilisée, affectée. Si non, le sera-t-elle ? Avez-vous des projets à moyen ou long terme ?

**M. Johan CHARRUAU**

Chaque année nous inscrivons cette somme car nous avons fait le choix de voter le budget en même temps que le compte administratif. Cette somme permet d'intervenir en cas d'imprévu. Suite à la DM, une somme de 306 000 € vient abonder cette somme de 360 000 €. Il n'est pas prévu d'affectation de ces sommes d'ici la fin de l'année. Ces sommes serviront pour le budget 2017.

**M. Laurent DANIEL**

Cette somme est importante et aurait pu servir pour entretenir les bâtiments communaux, notamment dans le domaine de l'énergie pour diminuer les charges de chauffage. C'était la même chose l'an passé et je pense que cela pourrait être revu.

**M. Johan CHARRUAU**

C'est un choix de neutraliser 360 000 €, nous le ferons tous les ans, c'est une précaution en cas d'imprévu. La somme de 306 000 € n'était pas prévisible, les 210 000 e à rembourser à Gambetta suite à l'arrêt de ses projets non plus.

**M. Thierry TASTARD**

En Commission ADT, il a été posé des questions concernant des travaux à Planète Enfants, nous allons vous proposer de faire tous les travaux. Cette somme pourra être utilisée à cette occasion.

**Mme Christine HUU**

Nous estimons que ce budget manquait de vision à long terme et de dynamisme. Nous avons voté contre, nous en ferons de même pour tous les ajustements budgétaires.

**M. LE MAIRE**

Nous avons une vision à long terme. Elle est obligatoire dans la préparation du budget et elle vous sera présentée en janvier pour les trois années à venir lors du débat d'orientations budgétaires.

**Mme Isabelle RAIMBAULT**

Nous retenons en point positif votre rigueur certaine mais compte tenu du manque d'anticipation des baisses de dotations, des choix insuffisamment marqués sur la transition énergétique, nous n'étions pas certains de la nécessité d'augmenter le budget communication, nous avons voté contre le budget nous voterons contre cette DM.

**M. LE MAIRE**

Concernant le sinistre de la Maison de l'Enfance, un mineur au moment des faits a été reconnu coupable et condamné à 10 mois de prison avec sursis et 300 € d'amende. Nous avons eu une indemnisation de l'assurance mais une affaire judiciaire est en cours.

Après avoir délibéré, le Conseil adopte par 21 voix pour, 8 contre Mme RAIMBAULT, Mme HERSANT, M. DANIEL, Mme DUMAS, M. DOHIN, Mme HUU (2), M. TESSIER.

**VILLE SAINT-BARTHELEMY-D'ANJOU (Conseil municipal du 21/11/2016)**

**SINISTRE MAISON DE L'ENFANCE : estimation point financier global selon situation budgétaire arrêtée au 18/11/2016**

| DEPENSES TTC   |           |                    | RECETTES TTC                                      |                    |            |
|--|-----------|--------------------|---|--------------------|------------|
| <b>Mesures conservatoires</b>                              |           | <b>8 700 €</b>     | <b>Remboursement assurance</b>                    | <b>750 000 €</b>   | <b>59%</b> |
| Bâchage, mesure d'empoussièrement, décontamination,...     | 8 700 €   |                    |   |                    |            |
| <b>Déconstruction et désamiantage :</b>                    |           | <b>40 520 €</b>    |   |                    |            |
| Honoraires   | 8 022 €   |                    |   |                    |            |
| Travaux  | 31 204 €  |                    |   |                    |            |
| Coûts annexes (constat huissier, publicité marchés,...)    | 1 294 €   |                    |   |                    |            |
| <b>Relogement temporaire du multi-accueil :</b>            |           | <b>292 040 €</b>   |   |                    |            |
| Honoraires   | 32 875 €  |                    |   |                    |            |
| Travaux :  |           |                    |   |                    |            |
| Construction plateforme et réseaux                         | 29 879 €  |                    |   |                    |            |
| Installation modulaire                                     | 135 960 € |                    |   |                    |            |
| Installations diverses (VMC, alarme)                       | 11 167 €  |                    |   |                    |            |
| Désinstallation modulaire                                  | 26 185 €  |                    |   |                    |            |
| Remise en état terrain (BP 2017)                           | 2 300 €   |                    |   |                    |            |
| Location modulaire (28 mois de 11/2014 à 02/2017)          | 35 395 €  |                    |   |                    |            |
| Coûts annexes (fournitures, matériel, mobilier,...)        | 18 419 €  |                    |   |                    |            |
| <b>Réaménagement modulaire pour RAM :</b>                  |           | <b>103 815 €</b>   | <b>Ville de Saint-Barthélemy-d'Anjou cf (2)</b>   | <b>355 265 €</b>   | <b>28%</b> |
| Honoraires   | 12 375 €  |                    |   |                    |            |
| Travaux  | 72 417 €  |                    |   |                    |            |
| Coûts annexes (fournitures, matériel, mobilier,...)        | 19 023 €  |                    |   |                    |            |
| <b>Reconstruction Maison de l'Enfance :</b>                |           | <b>822 690 €</b>   | <b>FCTVA cf (1)</b>                               | <b>105 000 €</b>   | <b>8%</b>  |
| Honoraires   | 84 111 €  |                    |   |                    |            |
| Travaux (marchés signés)                                   | 664 964 € |                    |   |                    |            |
| Travaux : diverses révisions de pris et imprévus (BP 2017) | 30 000 €  |                    |   |                    |            |
| Rééquipements mobilier à prévoir (BP 2017)                 | 37 000 €  |                    |   |                    |            |
| Divers travaux et équipements divers                       | 6 615 €   |                    | <b>Subventions : CAF et réserve parlementaire</b> | <b>57 500 €</b>    | <b>5%</b>  |
|  |           | <b>1 267 765 €</b> |   | <b>1 267 765 €</b> |            |

(1) FCTVA calculé en retranchant certains postes payés en fonctionnement car dépenses non pérennes (location modulaire,...). FCTVA calculé en neutralisant le coût de reconstruction à l'identique (modalités calcul à revoir avec la Préfecture).

(2) Participation de la ville estimée puisque les coûts définitifs seront connus seulement à l'issue du chantier de reconstruction.



**IX - EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE THEATRE DE L'HOTEL DE VILLE - AJUSTEMENTS  
BUDGETAIRES VALANT DECISION MODIFICATIVE N°1  
(Rapporteur : M. CHARRUAU)**

M. CHARRUAU expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Budget Primitif adopté le 29 février 2016,

Je vous propose d'approuver l'ajustement budgétaire valant décision modificative n°1 du budget annexe Théâtre de l'Hôtel de Ville de l'exercice 2016 ainsi qu'il suit :

| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> |                 |   |                 |                 |
|----------------------------------|-----------------|---|-----------------|-----------------|
| <b>Chap.</b>                     | <b>Articles</b> | <b>Libellés articles</b>                              | <b>Dépenses</b> | <b>Recettes</b> |
| R-011                            | 604             | Achats d'études, prestations de services              | 14 800 €        |                 |
| R-011                            | 6061            | Fournitures non stockables                            | - 800 €         |                 |
| R-011                            | 6063            | Fournitures d'entretien et de petits équipements      | 1 500 €         |                 |
| R-011                            | 6064            | Fournitures administratives                           | 2 200 €         |                 |
| R-011                            | 611             | Sous-traitance générale                               | - 4 000 €       |                 |
| R-011                            | 6135            | Locations mobilières                                  | - 1 800 €       |                 |
| R-011                            | 61558           | Entretien et réparations - Autres biens mobiliers     | 4 000 €         |                 |
| R-011                            | 6156            | Maintenance   | - 1 000 €       |                 |
| R-011                            | 618             | Frais divers  | 1 350 €         |                 |
| R-011                            | 62261           | Honoraires - Achats de Spectacles                     | 2 500 €         |                 |
| R-011                            | 62262           | Honoraires - Coréalizations                           | 3 000 €         |                 |
| R-011                            | 6231            | Annonces et insertions                                | - 12 €          |                 |
| R-011                            | 6236            | Catalogues et imprimés                                | - 300 €         |                 |
| R-011                            | 6238            | Divers relations publiques, communications            | 13 900 €        |                 |
| R-011                            | 6248            | Divers frais de transports                            | 3 800 €         |                 |
| R-011                            | 6256            | Missions  | - 1 500 €       |                 |
| R-011                            | 6257            | Réceptions  | - 3 400 €       |                 |
| R-011                            | 6261            | Frais d'affranchissement                              | 400 €           |                 |
| R-011                            | 627             | Services bancaires et assimilés                       | - 250 €         |                 |
| R-011                            | 6281            | Concours divers (cotisations...)                      | - 33 €          |                 |
| R-011                            | 637             | Autres impôts, taxes et versements assimilés          | - 600 €         |                 |
| R-012                            | 6215            | Personnel affecté par la collectivité de rattachement | 6 500 €         |                 |
| R-012                            | 6218            | Autre personnel extérieur                             | - 3 000 €       |                 |
| R-65                             | 6541            | Créances admises en non-valeurs                       | 30 €            |                 |
| R-67                             | 678             | Autres charges exceptionnelles                        | - 2 615 €       |                 |
| R-70                             | 70621           | Droits d'Entrée Tout Public                           |                 | 5 952 €         |
| R-70                             | 70623           | Droits d'Entrée Stages                                |                 | - 1 117 €       |
| R-70                             | 707             | Ventes de marchandises                                |                 | - 900 €         |
| R-70                             | 7083            | Locations diverses                                    |                 | - 6 000 €       |
| R-70                             | 7087            | Remboursements de frais                               |                 | 16 500 €        |
| R-74                             | 741             | Subvention Etat - DRAC                                |                 | 5 200 €         |
| R-74                             | 743             | Subvention Conseil Départemental                      |                 | - 4 000 €       |
| R-74                             | 746             | Subventions Diverses - ONDA                           |                 | 7 535 €         |
| R-74                             | 74783           | Subventions Diverses - LE GRAND T - MCLA              |                 | 11 500 €        |
|                                  |                 |   | <b>34 670 €</b> | <b>34 670 €</b> |

M. Johan CHARRUAU présente le diaporama suivant :

# BUDGET ANNEXE DU THV



# Introduction

La décision modificative proposée pour le THV s'équilibre intégralement puisque les postes de dépenses à la hausse sont financés soit par d'autres postes à la baisse soit par des recettes complémentaires.

Des commentaires vous sont toutefois apportés ci-après.

A noter que la subvention d'équilibre versée par la ville reste au niveau du budget primitif soit 581 900 € HT.



# ACHATS DE SPECTACLES, COPRODUCTIONS, COREALISATIONS

| Budget primitif | Décision modificative | Budget après DM |
|-----------------|-----------------------|-----------------|
| 207 200 €       | 20 300 €              | 227 500 €       |

La décision modificative s'explique par l'achat de séances supplémentaires et par une coréalisation avec Village en scène et Le Quai.

Elle est compensée par des remboursements de frais et des recettes supplémentaires.



# FOURNITURES PETITS EQUIPEMENTS ET REPARATION MATERIEL

| Budget primitif | Décision modificative | Budget après DM |
|-----------------|-----------------------|-----------------|
| 8 000 €         | 5 500 €               | 13 500 €        |

La décision modificative provient principalement d'une prestation technique coûteuse (réparation de l'écran pour des raisons de sécurité) et de l'acquisition d'un robot pour la cuisine.

Elle est toutefois financée par des économies réalisées sur les postes « locations de matériel » et « maintenance technique ». La réserve pour charges exceptionnelles sert également à équilibrer ce poste.



# ACCUEIL COMPAGNIES EN RESIDENCE ET PRESTATION MAQUETTE COMMUNICATION

| Budget primitif | Décision modificative | Budget après DM |
|-----------------|-----------------------|-----------------|
| 30 700 €        | 13 900 €              | 44 600 €        |

La décision modificative correspond pour partie à des reclassements comptables (7 400 €).

Le reste est financé quasi-intégralement par une recette de la DRAC (5 200 €).



# TRANSPORT MATERIEL ET ARTISTES

| Budget primitif | Décision modificative | Budget après DM |
|-----------------|-----------------------|-----------------|
| 24 800 €        | 3 800 €               | 28 600 €        |

Cette décision modificative est financée par une subvention de l'Office National de Diffusion Artistique (ONDA).



# DEPENSES DIVERSES REAJUSTEES A LA HAUSSE

|  | Budget primitif | Décision<br>modificative | Budget après<br>DM |
|--|-----------------|--------------------------|--------------------|
| Fournitures administratives : achats de 40 000 billets (2 saisons)       | 200 €           | 2 200 €                  | 2 400 €            |
| Formations des agents  | 5 500 €         | 1 350 €                  | 6 850 €            |
| Charges de personnel : effet point indice, reclassement catégories B,... | 375 000 €       | 3 500 €                  | 378 500 €          |

La décision modificative est financée par des économies sur d'autres postes de dépenses (3 065 €) et par des recettes supplémentaires.





# RECETTES DE FONCTIONNEMENT

|   | Budget primitif | Décision modif. | Budget après DM |
|---|-----------------|-----------------|-----------------|
| <b>Recettes "billetterie"</b>                                     | 68 561 €        | 5 952 €         | 74 513 €        |
| <b>Location salle de spectacle</b>                                | 15 000 €        | - 6 000 €       | 9 000 €         |
| <b>Remboursements de frais (coréalisation)</b>                    |                 | 16 500 €        | 16 500 €        |
| <b>Droit d'entrée pour les stages</b>                             | 3 000 €         | - 1 117 €       | 1 883 €         |
| <b>Ventes de marchandises</b>                                     | 1 200 €         | - 900 €         | 300 €           |
| <b>Subvention Conseil Départemental</b>                           | 23 000 €        | - 4 000 €       | 19 000 €        |
| <b>Subvention Direction Régionale Affaires Culturelles</b>        | 12 489 €        | 5 200 €         | 17 689 €        |
| <b>Garanties financières Office National Diffusion Artistique</b> | 4 500 €         | 7 535 €         | 12 035 €        |
| <b>Subventions "voisinages"</b>                                   | 10 000 €        | 11 500 €        | 21 500 €        |
|   |                 |                 |                 |
|   | 137 750 €       | 34 670 €        | 172 420 €       |

Saint-Barthélemy  
d'Anjou



# SYNTHESE DE LA DECISION MODIFICATIVE

|                           | Dépenses   | Recettes   |
|---------------------------|------------|------------|
| Réajustements à la hausse | 53 980 €   | 46 687 €   |
| Réajustements à la baisse | - 19 310 € | - 12 017 € |
|                           | 34 670 €   | 34 670 €   |

Après avoir délibéré, le Conseil adopte par 21 voix pour, 8 contre Mme RAIMBAULT, Mme HERSANT, M. DANIEL, Mme DUMAS, M. DOHIN, Mme HUU (2), M. TESSIER.

**X - EXERCICE 2016 - BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT ARDOISES PUY HEAUME - AJUSTEMENTS BUDGETAIRES VALANT DECISION MODIFICATIVE N°1**  
(Rapporteur : M. CHARRUAU)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Budget Primitif adopté le 29 février 2016,

Je vous propose d'approuver l'ajustement budgétaire valant décision modificative n°1 du budget annexe Lotissement Ardoises Puy Heaume de l'exercice 2016 ainsi qu'il suit :

| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b> |                 |   |                  |                  |
|----------------------------------|-----------------|---|------------------|------------------|
| <b>Chap.</b>                     | <b>Articles</b> | <b>Libellés articles</b>                  | <b>Dépenses</b>  | <b>Recettes</b>  |
| R-011                            | 6045            | Achats d'études, prestations de services  | 4 000 €          |                  |
| R-011                            | 605             | Travaux                                   | 70 000 €         |                  |
| O-042                            | 71355           | Variation des stocks de terrains aménagés | 200 000 €        |                  |
| O-042                            | 71355           | Variation des stocks de terrains aménagés |                  | 274 000 €        |
|                                  |                 |   | <b>274 000 €</b> | <b>274 000 €</b> |

| <b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b> |                 |  |                  |                  |
|---------------------------------|-----------------|--|------------------|------------------|
| <b>Chap.</b>                    | <b>Articles</b> | <b>Libellés articles</b>                 | <b>Dépenses</b>  | <b>Recettes</b>  |
| O-040                           | 3354            | Stocks études et prestations de services | 4 000 €          |                  |
| O-040                           | 3355            | Stocks travaux en-cours                  | 70 000 €         |                  |
| O-040                           | 3555            | Stocks terrains aménagés                 | 200 000 €        |                  |
| O-040                           | 3555            | Stocks terrains aménagés                 |                  | 200 000 €        |
| R-16                            | 1641            | Emprunts                                 |                  | 74 000 €         |
|                                 |                 |  | <b>274 000 €</b> | <b>274 000 €</b> |

M. Johan CHARRUAU présente le diaporama suivant :

# BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT

## ARDOISES PUY-HEAUME



# Budget annexe

## Lotissement Ardoises Puy-Heaume

Une mission complémentaire a été confiée au cabinet d'urbanisme en charge de ce lotissement. Cette mission consistait à optimiser les surfaces constructibles. L'étude réalisée permet d'envisager la vente de 3 lots supplémentaires. Pour mettre en vente ces parcelles, il convient d'effectuer au préalable les travaux de viabilisation.

Par ailleurs, différents travaux annexes doivent être envisagés pour ce lotissement, à savoir :

- la finition de voirie pour la partie du « Clos de la Chevallerie ».
- le déplacement d'un poste de transformation.



# Budget annexe

## lotissement Ardoises Puy-Heaume

La prise en compte de ces travaux implique d'augmenter l'enveloppe budgétaire ainsi qu'il suit :

|   | Budget primitif | DM       | Budget après DM |
|---|-----------------|----------|-----------------|
| <b>Honoraires pour études, maîtrise d'œuvre,...</b> | 5 000 €         | 4 000 €  | 9 000 €         |
| <b>Travaux</b>                                      | 71 000 €        | 70 000 € | 141 000 €       |



**Mme Christine HUU**

Il s'agit d'un déplacement ou d'un remplacement du poste de transformation ?

**M. LE MAIRE**

Ce poste est remplacé et déplacé.

**Mme Christine HUU**

Ce poste était récent et le coût est très élevé. Pourquoi ne peut-on pas reprendre l'ancien ?

**M. Thierry TASTARD**

Dès lors qu'un transformateur est déplacé, celui en place précédemment est détruit.

**M. LE MAIRE**

Il faut retenir qu'il y aura trois logements supplémentaires avec des habitants et que ces frais rentrent dans l'opération globale. Il n'y a pas que les voies et les trottoirs.

**Mme Christine HUU**

Je veux bien évoquer les trottoirs dans le secteur du Puy Heaume. Je m'interroge sur le passage des piétons devant ces nouvelles maisons. Les fauteuils roulants et les poussettes ne pourront pas passer. C'est un endroit très dangereux.

**M. Thierry TASTARD**

Effectivement le secteur est relativement dangereux. Nous cherchons des solutions avec les services techniques pour sécuriser l'entrée et la sortie des véhicules. Il existe en face un parking nous réfléchissons à des solutions.

**Mme Christine HUU**

Peut-on envisager un aménagement qui prévoie que les voitures passent les unes après les autres, telle une chicane ? Les véhicules circulant rue de la Paperie roulent vite.

**M. LE MAIRE**

La Commission ADT peut évoquer ce sujet ainsi que la Commission déplacements. Des essais d'aménagement peuvent être faits avant que la décision d'un aménagement définitif ne soit prise.

Après avoir délibéré, le Conseil adopte à l'unanimité.

**XI - EXERCICES DES NOUVELLES COMPETENCES D'ANGERS LOIRE METROPOLE -  
CONVENTION DE GESTION - AVENANT N°1  
(Rapporteur : M. CHARRUAU)**

M. CHARRUAU expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5215-27,

Vu les statuts d'Angers Loire Métropole,

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> septembre 2015 entérinant la modification des statuts de la Communauté d'Agglomération,

Vu la délibération du Conseil de Communauté du 14 septembre 2015 approuvant les conventions de gestion,

Vu la délibération du Conseil de Communauté du 12 septembre 2016 approuvant l'avenant n°1 aux conventions de gestion,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 28 septembre 2015 approuvant la convention de gestion entre Angers Loire Métropole et Saint-Barthélemy-d'Anjou,

Je vous propose :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention de gestion avec Angers Loire Métropole, convention relative à la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie communale et des réseaux d'eau pluviale,
- de préciser que les montants des fonds de concours indiqués dans l'annexe financière seront versés par la commune après émission du titre de recettes par Angers Loire Métropole,
- d'autoriser M. le Maire à la signer.

**M. Johan CHARRUAU**

Suite au transfert à Angers Loire Métropole des compétences nécessaires à sa transformation en Communauté Urbaine (arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> septembre 2015), Angers Loire Métropole a conclu avec chaque commune une convention de gestion pour assurer la continuité et la sécurité du service public.

Par ces conventions, Angers Loire Métropole a confié aux communes l'exercice en son nom et pour son compte de la création, l'aménagement et l'entretien de la voirie ainsi que la création, l'aménagement et l'entretien des réseaux d'eaux pluviales.

Après un an de mise en œuvre des conventions de gestion, il y a lieu de procéder par avenant à certains ajustements. Ces ajustements sont de plusieurs ordres financiers, notamment : comme prévu par la convention initiale, une nouvelle annexe financière (annexe n°3) est arrêtée pour l'année 2016. Par ailleurs, l'échéancier de versement des avances et des fonds de concours est modifié de manière à tenir compte des réalités budgétaires. Des ajustements d'ordre juridique, notamment : Angers Loire Métropole autorise bien les communes à utiliser l'ensemble des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice des compétences concernées.

Enfin des ajustements opérationnels, notamment : l'annexe n°1 sur le périmètre des compétences concernées est clarifiée et simplifiée.

**M. Laurent DANIEL**

Va-t-il y avoir une répercussion sur la dotation d'ALM ?

**M. Johan CHARRUAU**

Pour le moment non. La somme inscrite chaque année sera d'un montant de 139 000 €. On se demande si la somme non utilisée une année pourrait être conservée et reportée l'année suivante, nous attendons des éclaircissements.

**M. LE MAIRE**

Tout changement sera vu en CLECT. J'ai sollicité le Président d'ALM pour pouvoir réutiliser ces fonds l'année suivante.

Après avoir délibéré, le Conseil adopte à l'unanimité.

**XII - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AUX RESTAURANTS DU COEUR**

(Rapporteur : M. CHARRUAU)

M. CHARRUAU expose :

Vu la demande formulée par l'association Les Restaurants du Cœur,

Je vous propose de verser une subvention exceptionnelle de 900 € à cette association afin de contribuer à l'installation d'une alarme dans le bâtiment communal sis 17 rue du Docteur Schweitzer.

Après avoir délibéré, le Conseil adopte à l'unanimité.



**XIII - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS - CREATION DE POSTES D'AGENTS CONTRACTUELS POUR LE CENTRE AQUATIQUE**  
(Rapporteur : Mme BERTRON)

Mme BERTRON expose :

Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 3,

Je vous propose la création de postes d'agents contractuels au centre aquatique.

En effet, afin de faire face au besoin lié à des accroissements temporaires d'activité pour la surveillance des bassins, il est parfois nécessaire de recruter des agents contractuels titulaires du BNSSA :

- 6 postes d'opérateur des activités physiques et sportives qualifiés pour des interventions hebdomadaires de 20/35<sup>ème</sup> au maximum, lorsqu'il est fait appel à leurs services.

Ceux-ci seront rémunérés en référence au 6<sup>ème</sup> échelon de ce grade.

Les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 012.

Après avoir délibéré, le Conseil adopte à l'unanimité.

La liste des arrêtés est présentée.

|                  |            |  |
|------------------|------------|--|
| <u>AG-16-057</u> | 10/10/2016 | Conclusion d'un avenant n°1 au contrat de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de l'installation solaire du centre aquatique - TECSOL |
| <u>AG-16-058</u> | 03/11/2016 | Attribution de la mission SPS de suivi des travaux de désamiantage de Planète Enfants suite à dégât des eaux du 28/05/2016 - ATAE        |

**Mme Isabelle RAIMBAULT**

Peut-on avoir des précisions concernant le contrat de maîtrise d'œuvre avec TECSOL ? N'y avait-il pas de garantie décennale ?

**M. Thierry TASTARD**

Les panneaux solaires de la piscine sont surdimensionnés. Nous voudrions utiliser l'eau chaude fournie par les panneaux pour les faire repartir dans le circuit de la piscine mais pas uniquement en eau chaude sanitaire. Ce contrat permettra de faire des économies d'énergie.

**M. LE MAIRE**

A ALM, nous avons voté une délibération sur la taxe d'aménagement. Une harmonisation est prévue dans un délai de 2/3 ans sur la totalité des communes. Le but est d'atteindre 5%, ce qui est fait sur la commune. Il existe une exonération pour la population, elle concerne les abris de jardin et il y en aura une pour les locaux commerciaux de moins de 400 m<sup>2</sup>.

Le lotonomie se porte bien, une vente a été faite auprès du CCAS de la ville d'Angers pour une vingtaine de jeux.

Concernant la voie douce, le démantèlement des rails est prévu pour décembre.

La commune vient de recevoir une deuxième fleur pour la récompenser de son fleurissement grâce notamment au zéro phyto. Nous allons communiquer sur ce procédé.

Angers a été primée d'une fleur d'or, il existe 9 villes en France qui ont cette distinction.


Nous nous sommes réunis en Conseil privé pour évoquer les communes nouvelles, après discussions nous avons été rejoints par le groupe St Barth Dynamique et avons décidé de ne pas poursuivre pour le moment la réflexion dans cette direction. On peut néanmoins envisager des mutualisations dans le domaine de l'informatique, avec le prêt d'une balayeuse ou d'un radar pédagogique. ALM encourage ces mutualisations, un schéma est en cours.

Le prochain Conseil aura lieu le mardi 13 décembre, puis le lundi 30 janvier avec le débat d'orientations budgétaires et le 27 février avec le vote du budget.

Une randonnée dans le cadre du Téléthon aura lieu dimanche prochain et le Téléthon aura lieu le 3 décembre à la Gemmetrie.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h58.

**Le Secrétaire de Séance**  
**M. Daniel VICENTE**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Daniel Vicente', written over a horizontal line.